

# VENEZUELA

PARADIS DEMOCRATIQUE POUR LE CAPITAL

ENFER MEURTRIER POUR LES PROLETAIRES

*Nous considérons comme un banqueroutier de la révolution non pas celui qui est tombé entouré de son infortuné drapeau, mais celui qui, par la suite, de sa table de savant ou de sa tribune de chef de masse, n'a rien su tirer d'autre de ce sacrifice que quelques phrases d'admiration démagogique accompagnées d'un commentaire défaitiste qui rappelle la phrase de Plékhanov après 1905 : " Ils n'avaient qu'à ne pas prendre les armes.*

**Amadeo Bordiga**

La publication de ce supplément à la revue **MOUVEMENT COMMUNISTE** pour la formation du parti communiste mondial témoigne de l'importance que nous accordons à la compréhension critique des luttes de classes qui fissurent la croûte politique et sociale contre-révolutionnaire. Les récentes agitations des ouvriers et des " sans réserve " du Venezuela - ex-havre de paix social-démocrate et ex - " miracle économique " - sont parfaitement homogènes et précisent les caractéristiques essentielles des affrontements de classe en cette période. Il faut y voir un facteur d'accélération synchronisée du cours catastrophique du capital mondial et un symptôme de la tendance au rapprochement aux centres vitaux du MPC (mode de production capitalistique) des mouvements radicaux du prolétariat.

Birmanie, Algérie et Venezuela se succèdent dans des temps courts et sur la base d'un schéma quasi identique en dessinant par dessus les continents et les aires géopolitiques la trame dont l'aboutissement se situera au coeur de la bête capitaliste. MC ne pouvait pas être indifférent à cela, en totale rupture avec :

\* l'attitude activiste qui voit dans toutes les luttes, de toutes les époques et de toutes les aires géopolitiques les mêmes raisons et la même validation de la perpétuelle et droite ligne ascendante du mouvement révolutionnaire des " masses opprimées ".

\* le jugement académiste qui, sous prétexte des " impuretés " réelles ou présumées présentes dans les luttes concrètes, en décrète l'inaptitude à s'élever au rang du " parti historique ", c'est à dire au niveau du tiède cocon de leurs sectes.

*Quiconque attend une révolution sociale " pure " ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.*

**Lénine**, Bilan d'une Discussion sur le Droit des Nations à Disposer d'Elles-mêmes, Juillet 1916, O.C. t. 22, p. 383.

Les constantes entre les situations insurrectionnelles birmane, algérienne et vénézuélienne sont représentées par les modalités à la fois de la révolte prolétarienne et de la réponse de la bourgeoisie dominante " nationale " et " socialiste " (A). Les invariants s'étendent, pour l'Algérie et le Venezuela, au rôle géostratégique des deux pays (B) et à leur morphologie productive (C).

(A) Des similitudes frappantes existent dans la séquence des " événements " du côté du prolétariat; parfois précédée de grèves ouvrières longues et dures bien qu'isolées, la révolte générale a touché les villes les plus peuplées à la suite d'augmentations des prix des

marchandises qui rentrent dans la reproduction de la force de travail. Par le pillage méthodique les exploités ont mis en pratique la critique de la loi de la valeur et du paupérisme croissant. Par la défense des actes d'appropriation par le déploiement de la force armée contre l'intégralité du bloc social réactionnaire armée, police, commerçants, patrons, larbins en tout genre - les prolétaires confirment leur détermination à la lutte économique, à l'action spontanée radicale au cours de laquelle se pose ouvertement et immédiatement la question de la tactique militaire classiste. Très rapidement les mouvements ont quitté le simple caractère de protestation désespérée pour s'organiser en vue de la mise en pratique des objectifs avancés, du sabotage du dispositif de commandement du capital et du " nettoyage " social des ennemis de classe. La question de l'exercice de la force s'est posée au sein même de la lutte de défense, elle en a été sa fonction directe. D'un autre côté l'absence d'une direction révolutionnaire structurée ainsi que la faible formalisation des mouvements insurrectionnels n'a pas permis leur stabilisation et la défaite s'est imposée comme la seule, inéluctable issue possible. Cependant la victoire du camp bourgeois a été matinée de nombre de concessions tangibles encore qu'évidemment éphémères et insuffisantes. Voici le deuxième aspect important. Les classes dominantes à détermination politique " socialiste " ont dû conjuguer la répression rapide et " énergique " avec l'octroi de mesures allant dans le sens de la satisfaction de certaines revendications " populaires " pour avoir le dessus sur le mouvement. Ces dernières ont été chèrement payées par les pays capitalistes dominants dans leurs respectives aires géopolitiques par l'établissement instantané de nouvelles lignes de crédit par l'allègement/rééchelonnement du paiement des intérêts sur les prêts passés et de leur remboursement et par le passage d'importantes commandes de marchandises produites dans ces pays affectés par la lutte de classe.

La " sensibilité sociale " notoire des sociaux-démocrates se manifestant par leur adresse dans le maniement de la carotte couplée à leur traditionnelle décision dans le déclenchement des hostilités contre le prolétariat lorsque celui-ci échappe à leur domination politique ont pour un temps eu raison de ces trois brillants moments de la guerre de classe. Les nations centrales du MPC n'ont pas lésiné sur le soutien actif aux régimes " rouges " en difficulté. Le dieu capital reconnaît toujours les siens par delà leurs formes politiques. Malheureusement la classe exploitée n'est pas encore à même d'avoir une pareille attitude ; elle y viendra poussée par le cours catastrophique du MPC, par l'essor conséquent de luttes de résistance durables et généralisées et par l'action en son sein d'une avant-garde politique mondialement ordonnée - le parti communiste. La phase encore contre-révolutionnaire interdit que ce dernier puisse surgir en cet instant historique de la jonction du programme invariant de la révolution prolétarienne avec le mouvement réel en la personne de ses militants les plus résolus et clairvoyants. Cependant tout cela n'empêche pas aujourd'hui que les prolétaires épris de la cause de leur classe ne se réjouissent de l'effondrement maculé de sang ouvrier du mythe de la paix social-démocrate. Il est en effet singulièrement important qu'un personnage " de gauche " aussi populaire que la charogne Carlos Andrés Pérez [C.A.P.], ou qu'un régime " anti-impérialiste conséquent " tel l'algérien, ou que des " soldats rouges " comme les dirigeants birmanes soient traînés dès maintenant dans les tréfonds nauséabonds de la préhistoire des sociétés divisées en classes par les coups de la guerre sociale ; qu'ils aillent y rejoindre les divers Alan Garcia péruvien, les " communistes autogestionnaires " yougoslaves, le " socialiste panarabiste " Saddam Hussein irakien etc. dans les rangs des condamnés à mort en sursis de la lutte des classes.

**(B)** Entre Venezuela et Algérie existe une ultérieure similitude qui tient à leur positionnement stratégique. L'Algérie est au centre des pays du Maghreb et en face de l'Europe (voir MC n° 0: Octobre en Algérie). Le Venezuela représente la véritable clé de voûte entre le pays/continent central de l'Amérique Latine, le Brésil, lui aussi secoué par des périodiques soubresauts sociaux, et la poudrière de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, basse cour des USA et du Mexique dont l'environnement économique et social se rapproche de celui du Venezuela. Sur

le plan diplomatique, le rôle de chaperon, exercé par les deux pays en question dans leurs aires respectives, est confirmé par l'œuvre de médiation de l'Algérie entre Israël et le quasi-Etat palestinien - O.L.P. et par l'activité " de conciliation " entreprise par le Venezuela dans les conflits du Salvador, du Panama et du Nicaragua.

(C) En Algérie tout comme au Venezuela le secteur des hydrocarbures a été le vecteur du " miracle économique " et, dès que le prix de marché des marchandises énergétiques a chuté, la fraction du capital productif qui a tiré vers la crise la totalité du capital social " national ". L'arrêt de l'accumulation a été d'autant plus aigu car la structure productive de ces pays est lourdement " déséquilibrée " dans le sens d'un hyper-développement de la production des marchandises énergétiques pouvant fournir une rente en sus du prix de production (pétrole et gaz) et d'un sous-développement relatif des autres branches d'activité. La possibilité de vendre pendant longtemps les marchandises énergétiques à un prix de marché nettement supérieur à leur prix de production permettait donc de réaliser des extra-profits considérables. La " rentabilité " du capital dans les secteurs autres que celui des hydrocarbures était trop faible pour qu'il y ait " rééquilibrage ". Tel état de fait ne pouvait qu'accroître la dépendance du Venezuela et de l'Algérie envers les pays centraux du MPC pour la double raison de leur être de marché essentiel des produits énergétiques et de leur être de principaux fournisseurs de biens d'équipement et de consommation. En conséquence de la dégringolade des prix du brut et de la montée des taux d'intérêt des devises " fortes " s'est ajoutée la dévaluation croissante des monnaies vénézuélienne et algérienne ; ce phénomène témoigne des difficultés grandissantes que ces mêmes monnaies rencontrent dans leur fonctionnement en tant que moyen de paiement (monnaie de crédit).

En relation inverse à la capacité de valorisation du capital " national ", Venezuela et Algérie ont emprunté le classique chemin du crédit, levier essentiel du MPC pour réduire les temps de circulation, pour anticiper la réalisation de la valeur-capital. L' Algérie d'avant les mouvements prolétariens d'Octobre 1988 consacrait " annuellement 60% de ses revenus financiers au service de sa dette (22 milliards de \$) " [cf. MC n° 0] ; le Venezuela l'an dernier (1987) a consacré plus du tiers (et même 45% en 1986) des recettes d'exportation au règlement du service de la dette. Depuis le début de la crise d'endettement le Venezuela a transféré à l'étranger 24 milliards de \$ au titre des intérêts ou des remboursements, ce qui lui a permis de ramener de 36 à 31 milliards de \$ le montant total de ses engagements" [Neue Zürcher Zeitung - avril 1988]. Ces importants transferts d'argent vers les pays ou les institutions internationales créditrices ont commencé à poser problème dès que les crédits n'ont plus réussi à valoriser adéquatement le capital des pays " débiteurs ". La part des intérêts sur la plus-value extorquée a augmenté parallèlement à la chute des extra-profits et à l'aggravation du différentiel des taux de change des devises fortes prêtées par rapport aux monnaies vénézuélienne et algérienne.

Ainsi les deux pays " modèle " du F.M.I., ceux qui honoraient sans sourciller les échéances de paiement des dettes et de leur service, sont devenus des mauvais débiteurs, des pays à risque au bord de la banqueroute.

*Ce qui prouve que le Venezuela est un pays heureux c'est à coup sur l'absence presque totale d'informations à son sujet dans la presse française, généralement portée à s'intéresser principalement aux pays en guerre, à famine, à guérilla, à dictature ou à révolutions, qu'à un pays où nul ne meurt de faim, où tout pousse et où le niveau de violence est demeuré relativement modéré.*

Etudes prospectives internationales - décembre 1987.

*Le Venezuela a en 1988 absorbé le choc de la baisse du prix du pétrole et du volume des enlèvements intervenus en 1986. La politique suivie doit être qualifiée de particulièrement*

*intelligente : le service de la dette est intégralement respecté, les substitutions aux importations sont conduites avec succès. Le Venezuela mérite des compliments.*

Atlaséco - novembre 1988.

L'ennemi de classe a aujourd'hui du pain sur la planche de ses " savantes " prévisions économiques. Sa discrétion notoire vis à vis des pays qui " ne posent pas problème ", qui ne connaissent pas de convulsions sociales, est mise une nouvelle fois à rude épreuve par le dernier cataclysme en date. Le Venezuela " felix " plonge après tant d'autres et sans nul doute avant beaucoup d'autres dans la guerre sociale et monte par la même occasion sur la rampe de l'actualité. Pour qu'on se souvienne que le prolétariat de ce pays existe, que sa misère est grande il aura fallu 1000 morts et des milliers de blessés dans son camp. Par une telle attitude le capital dévoile son préjugé le plus enraciné qui veut que, quelle que soit la situation économique et sociale, tout va très bien tant que la force qui régit les rapports de production des sociétés classistes ne s'exprime de façon explicite. Vieux rêve de l'idéologie dominante que de penser que les contradictions du MPC sont à ranger parmi les simples mécanismes de réajustement des déséquilibres induits par la tendance à la valorisation maximale du capital. Et vieille illusion de la bourgeoisie que de confiner les mouvements prolétariens dans le champ des exceptions historiques toujours changeantes et éphémères.

A l'opposé symétrique, le communisme orthodoxe mise sur l'essor catastrophique des contradictions du mode de production dominant et sur la stabilisation de l'insécurité sociale, sur la régularisation de la lutte de classe.

Essayons de comprendre sur la base du " cas " vénézuélien les raisons du pronostic révolutionnaire des marxistes conséquents.

### **QUELQUES RENSEIGNEMENTS PREALABLES**

Le Venezuela est un pays capitaliste mûr. Industrie et mines représentent, en 1986, 35 % du PNB et 27% de la population active; l'agriculture emploie 16% de la force de travail et elle pèse 9 % du PNB de la même année. Le Venezuela n'est pas un pays agricole : en 1983 ce pays importait 60% des denrées alimentaires consommées. Les cultures dominantes sont maïs, café et riz ; elles sont réalisées pour la plupart dans des exploitations agricoles de type capitaliste. L'élevage est pratiqué de façon extensive et lui aussi sous forme capitaliste.

La population vivant en ville représente 85% des 18 millions de vénézuéliens dont 26 % à Caracas. Les techniques et les procès de travail dans les branches industrielles décisives extraction et raffinage d'hydrocarbures, pétrochimie, aluminium, gaz naturel et acier - sont réellement soumis au capital: ils sont sensiblement les mêmes que dans les pays capitalistes les plus forts. L'Etat est le principal capitaliste individuel car il contrôle :

- 1) la production de pétrole par le biais de l'entreprise Petroleos de Venezuela SA, créée en 1976 après avoir nationalisé les sociétés étrangères privées du secteur.
- 2) la pétrochimie, par la firme Petroquímica de Venezuela SA et par des joint ventures (accords de coopération) avec des groupes privés étrangers.
- 3) l'aluminium et la bauxite, par les trois sociétés Aluminio de Caronica, Industria Venezoelana de Alumina et Bauxita Venezoelana.
- 4) le gaz, le charbon et leurs produits dérivés.

L'Etat détient le monopole intérieur de l'industrie de base, nerf économique du pays. La part belle dans la production industrielle vénézuélienne est jouée par le pétrole : 80 % des exportations en volume et 81 % en valeur - 8,4 milliards de \$ en 1988 - sont issues à ce jour de cette branche.

### **PRIX DE MARCHE DU PETROLE ET COURS CATASTROPHIQUE DU CAPITAL**

Tous les indicateurs économiques vénézuéliens tournent autour des oscillations du prix de marché de la marchandise dominante du pays: le pétrole. Le boom de la production vénézuélienne de pétrole coïncide avec l'extraordinaire valorisation du capital de l'après-guerre. En 1960 le Venezuela est le deuxième producteur mondial de brut avec le 14 % du total.

*Certes, par suite de l'impulsion donnée, la reproduction de la matière première continue à une plus large échelle surtout dans les pays qui ont plus ou moins le monopole de cette production.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome 1, p. 136 - Editions Sociales.

La quasi-intégralité des ressources en valeur du Venezuela ont été mobilisées dans le secteur pétrolier.

*La rentabilité des industries extractives s'établit dans les pays sous-développés à un niveau indiscutablement très élevé. Dotées d'équipements les plus modernes et disposant de techniciens venus de l'étranger, ces industries sont capables de tenir tête à la concurrence des pays développés. De fait, elles rapportent souvent des profits énormes, non seulement parce qu'elles sont compétitives, mais aussi parce qu'il existe un besoin de concurrence. Les cours mondiaux du pétrole brut, par exemple, sont fixés de manière à rendre rentable l'extraction pétrolière aux Etats-Unis, malgré ses coûts supérieurs. Ces cours sont sans rapport avec les coûts de production bien inférieurs du pétrole dans les pays sous-développés... Voilà donc pourquoi les investisseurs privés étrangers se concentrent en majeure partie dans les industries extractives.*

**Paul Mattick**, Marx et Keynes, p.293, Gallimard 1972.

L'extraction du pétrole brut allait permettre pendant des décennies des surprofits.

*Les marchandises dont la valeur individuelle est au-dessous de leur valeur de marché réalisent une plus-value extra ou surprofit... Ce que nous avons dit ici de la valeur de marché est aussi valable pour le prix de production dès que ce dernier a pris la place de la valeur de marché.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I pp. 194/195 - Editions Sociales.

L'énorme développement du capital constant à l'issue de la crise planétaire de dévalorisation de 1929-1933, la guerre capitaliste et la " reconstruction ", a pompé cette matière première et auxiliaire d'origine organique au maximum de ses conditions naturelles d'extraction ; ce qui a provoqué une augmentation discontinue mais sensible du prix de marché du brut dès 1967 à 1979. Son sommet date de 1980 avec 36 \$ le baril.

*Il est donc possible et même inévitable dans une production capitaliste développée que la production et la multiplication de la portion de capital constant consistant en capital fixe, outillage etc. prenne une avance considérable sur la portion constituée par des matières premières organiques de sorte que la demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre et que pourtant leur prix monte... Plus sera grande la surproduction relative des machines et autre capital fixe, plus sera fréquente la sous-production relative des matières premières animales et végétales, plus sera notable enfin leur hausse de prix que nous venons de décrire et le choc de retour correspondant.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, pp. 135/136 - Editions Sociales.

*Dès que les conditions générales de production sont adaptées aux exigences de la grande industrie, dès lors ce genre d'exploitation [mécanique] acquiert une élasticité et une faculté de s'étendre soudainement et par bonds qui ne rencontrent d'autres limites que celles de la matière première et du débouché.*

**Marx** - Le Capital, livre premier, tome II, p. 131 - Editions Sociales.

La crise de 1974 témoigne de l'insuffisance généralisée des capacités d'offre des produits de base ; cette pénurie relative se traduira en une flambée des cours et en une dépression des taux de profit <sup>1</sup>.

*Toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit varie donc en sens inverse du prix de la matière première.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, p. 124 - Editions Sociales.

La dévalorisation du capital se repropose encore une fois comme la seule condition de la valorisation, c'est à dire de la remise à niveau des profits <sup>2</sup>.

La production industrielle recule en volume et en valeur. Pour relancer l'accumulation à l'échelle précédente et plus, les Etats du capital polarisèrent leur attention, entre autre, sur la baisse du prix du baril.

*A l'époque du renchérissement des matières premières les capitalistes industriels s'unissent, constituent des associations pour régulariser la production... on laisse au prix le soin de régulariser l'offre des matières premières.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, p. 137 - Editions Sociales.

Ainsi les Etats-Unis en 1974 bloquèrent le prix de la production intérieure pour les gisements déjà exploités en 1973, en ne le laissant " libre " que pour les gisements nouveaux. Le prix moyen du pétrole consommé aux USA devint par conséquent très inférieur au prix de marché mondial. Or, puisque en 1973 les Etats Unis couvrent par leur production les 2/3 de la demande interne et puisque ce même pays est le principal marché de cette marchandise, on peut aisément comprendre la portée dépressive du prix de marché mondial du pétrole de telles mesures. La diminution des ventes des barils - suite à la crise de 1974 - et la "politique énergétique" américaine impulsèrent dans les années 1974-1975 une décrue dans la production des pays de l'OPEP, l'apparition, dans ces mêmes pays, de déficits des balances des paiements courants qui persisteront jusqu'en 1979 et l'émergence de nouveaux pays producteurs non affiliés à l'OPEP.

*Quand la montée des prix vient à avoir un effet très net sur l'extension de la production et l'offre de marchandise, la plupart du temps déjà le tournant s'est produit: on est arrivé au point où, par suite de la hausse persistante de la matière première et de toutes les marchandises dont elle est un élément, la demande baisse, ce qui a en conséquence une répercussion sur le prix de la matière première également.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, p. 136 - Editions Sociales.

Ici ce n'est pas l'endroit pour analyser en détail cet autre accélérateur de la valorisation du capital qu'on appelle habituellement inflation. Il suffit de rappeler que si d'un côté l'augmentation des prix des marchandises détermine une augmentation de la valeur du capital existant et, pour certains capitaux individuels, du profit, de l'autre, à terme, elle entraîne une perte de valeur de la monnaie par rapport à la marchandise-étalon - l'or - et par rapport aux autres marchandises.

*Si donc une hausse des prix de la matière première se produit alors qu'il existe sur le marché une quantité notable de marchandises fa briquées, quelque soit le degré d'achèvement de leur fabrication, la valeur de ces marchandises augmente et il se produit un accroissement de la valeur du capital existant. Même chose pour les stocks de matières premières etc. se trouvant dans les mains du producteur... Cet accroissement de valeur peut pour le capitaliste individuel compenser ou au-delà la baisse du taux de profit, conséquence de la hausse des prix des matières premières.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, p. 130 Editions Sociales.

La dévalorisation de la marchandise-argent provoque à son tour ce que Marx appelait *le renversement du système de crédit en système monétaire* dans Pour la Critique de

---

<sup>1</sup> Voir Figure 1 (source OCDE 1988).

<sup>2</sup> Voir Figure 2.

l'Economie Politique, c'est à dire l'arrêt du fonctionnement " idéal " de l'argent - la monnaie de crédit - et sa " matérialisation " soudaine et généralisée <sup>3</sup>.

C'est de cette façon que :

- \* les capitaux productifs individuels des pays forts du MPC redressèrent leurs taux de profit, " aidés " en cela par des politiques budgétaires expansives des Etats et par le tassement délibéré des taux d'intérêt par les banques centrales;
- \* les transferts de valeur en dollars passés vers les pays producteurs de pétrole sont partiellement dévalorisés et retrouvent le chemin des citadelles du capital;
- \* la balance des paiements courants [balance commerciale + balance des " invisibles " (services et dépenses courantes privées et publiques)] des pays " pétroliers " revient au rouge.

La sortie de la crise a lieu en gros en 1976 mais la " croissance " reste modeste. Le marché mondial a du mal à réceptionner des marchandises plus chères, et parmi elles notamment les biens d'équipement, les valeurs d'usage constitutifs du capital fixe <sup>4</sup>.

La surproduction est toujours proche et la concurrence fait rage. L'économie capitaliste mondiale soutenue par les leviers de l'accroissement de la dépense publique et du prêt de l'argent à bon marché atteint un point où les deux manoeuvres entrent en contradiction réciproque. Le développement d'une " économie de l'endettement " au cours des années précédentes avait peu à peu renforcé le poids des agents créditeurs qui à ce moment n'acceptaient plus de subir un prélèvement sur leur crédit sous forme de taux d'intérêt négatifs.

Ainsi pour continuer à emprunter pour " réchauffer " le capital, l'Etat dut relever les taux d'intérêt sous peine de devoir se heurter aux capitaux individuels assoiffés d'argent tout de suite. La crise était alors à nouveau possible et elle devint réalité sous l'impulsion du classique déclencheur de l'ascension du prix du pétrole.

En conséquence de la crise politique et sociale iranienne de février 1979 qui fait s'écrouler la production de ce pays et de la guerre Irak-Iran de juin 1980 qui génère l'effondrement de l'extraction du brut irakien, le prix du baril augmente d'un seul trait de 13\$ au début 1979 à 34\$ à la fin 1981.

L'OPEP voit à ce point l'occasion d'incorporer un extraprofit au prix du pétrole, opération possible grâce à :

- la raréfaction soudaine des hydrocarbures,
- l'existence d'importants stocks des pays de l'Organisation,
- l'ajustement coordonné du volume de la production à la demande.

Ce qui a été nommé " deuxième choc pétrolier " ré-enclenche le cours haussier des prix qui atteint un rythme annuel de 15% à l'été 1979.

La réponse des pays centraux du MPC, secoués par une autre crise " du pétrole ", ne se fait pas attendre ; elle s'articule comme suit :

- stimulation de l'offre des pays non-OPEP,
- maîtrise de la masse monétaire par le relèvement des taux d'intérêt (le signal est donné par l'administration US au mois d'Octobre 1979),
- le déstockage en 1981 et 1982 des réserves des compagnies pétrolières américaines.

Le bras de fer ne durera pas longtemps car dès 1982 "la politique des prix" de l'OPEP commence à donner des signes évidents d'essoufflement. Entre 1978 et 1985 la part OPEP dans la production mondiale tombe de 50 à 30 %, l'Arabie Saoudite baisse son débit de 2/3 en quatre ans de 1982 à 1985 et en mars 1983 l'Organisation réunie à Londres entérine l'orientation baissière du marché et ramène le prix officiel du brut de 34 à 29\$, soit au niveau de prix du marché <sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir Figure 3.

<sup>4</sup> Voir Figure 4 : tableau FBCF (formation brute du capital fixe) aux prix 1980 et tableau investissements productifs en volume (base 100=1980).

<sup>5</sup> Voir Figure 5.

*Toute idée de contrôler en commun, de diriger et de prévoir à l'avance la production de matières premières contrôle en gros parfaitement inconciliable avec les lois de la production capitaliste et qui demeure toujours en conséquence un simple voeu pieux, on se limite à des démarches communes exceptionnelles aux moments de grave péril immédiat et de désarroi toute idée de contrôle fait place à la croyance que demande et offre se régularisent mutuellement...*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, p. 137 - Editions Sociales.

Au prix d'un recul généralisé des taux de profit par la hausse des taux d'intérêt le capital des pays clés du MPC brisa la résistance des pays producteurs en les poussant à contredire leurs engagements de maîtrise des volumes de la production de pétrole. Confrontés à d'importants besoins de devises, la plupart des membres de l'OPEP ne pourront les respecter. Seule exception l'Arabie Saoudite qui en 1985 ne produit plus qu'au quart de sa capacité bien qu'elle dispose des plus grandes réserves mondiales. Ce pays peut se permettre ce comportement car on y extrait le pétrole au plus faible coût de production. Pour un temps encore donc, malgré le tassement persistant du commerce mondial <sup>6</sup> et le renchérissement croissant du crédit, l'extension du marché intérieur des pays centraux du MPC par l' " effort budgétaire " et la baisse progressive du prix du marché du pétrole permettront le " redressement des profits " des capitaux productifs individuels utilisant cette matière première ou/et auxiliaire. L'ampleur de la reprise de 1983 aux Etats-Unis doit être considérée comme un redémarrage éphémère de la valorisation après la dévalorisation générale des années 1981-1982. La preuve? Dès l'été 1984 la production industrielle s'engage sur un rythme de progression très lent et l'alourdissement considérable du déficit budgétaire tend à devenir cumulatif en raison de la charge absolument et relativement croissante des intérêts pendant la période de reprise des échanges mondiaux. Le dollar est de moins en moins une monnaie attrayante, son taux de change est au plus bas, voici une autre excellente raison pour hausser les taux d'intérêt <sup>7</sup>.

Les USA accusent également le contrecoup de la restriction de leur part du marché mondial et ils sont attaqués par les marchandises étrangères jusqu'à chez eux. Trend pervers que celui qui fait que malgré la dépréciation du dollar, la reprise de la valorisation et la baisse progressive du prix du baril les marchandises américaines coûtent toujours trop d'argent par rapport à celles de nombre d'autres pays capitalistes. Les raisons sont à rechercher dans le coût de la force de travail plus élevé et dans les difficultés grandissantes dans la rotation du capital fixe (structure industrielle "démodée" et encombrante) <sup>8</sup>.

Le tassement de la " croissance " se traduit encore une fois par une chute des prix du pétrole. Entre l'été 1985 - date à laquelle l'Arabie Saoudite décide d'abandonner la défense du prix "officiel" OPEP - et juillet 1986 le prix bascule de 28.5\$ le baril à 10 \$. Neutralisé pendant un temps le prix du pétrole, la ligne de rupture des équilibres économiques planétaires se déplace vers la monnaie du crédit mondial privilégiée : le dollar. Le différentiel des taux monétaires américains repousse le billet vert vers le haut jusqu'à un point où, à nouveau, ils entravent la valorisation adéquate du capital productif. C'est en 1986 que tout cela prend corps par une baisse des profits, des investissements productifs et de la production <sup>9</sup>.

Essayant l'impossible, l'Administration US - craignant dès 1985 une nouvelle crise de dévalorisation réorientera sa politique monétaire dans le sens à la fois d'une dépréciation graduelle du dollar et d'une maîtrise accrue des dépenses de l'Etat pour, entre autre, rétrécir le déficit " structurel " du commerce extérieur.

---

<sup>6</sup> Voir Figure 6.

<sup>7</sup> Voir Figure 7.

<sup>8</sup> Voir Figures 8 et 9.

<sup>9</sup> Voir Figures 10 et 11.



Le but affiché est invariablement le même par-delà les époques et les pays capitalistes: relancer les profits du capital productif. Malheureusement pour les classes dominantes les " contre-chocs " ne suffiront pas à accélérer la " croissance " dans les pays pivots du MPC dans les années 1986 et 1987.

C'est précisément en 1986 que pour le Venezuela arrive le moment de vérité ainsi que pour tant d'autres pays producteurs du pétrole. La demande de matières premières et auxiliaires mondiale reste morose, la " rentabilité " de cette industrie chute en relation directe avec la baisse du cours de la marchandise ; la hausse des taux d'intérêt suscite une soif relativement majeure de capital monétaire pour assurer la continuité de la production des hydrocarbures ; le prix déprimé du pétrole accroît la nécessité de l'extraire à un coût inférieur, par conséquent il faut, par une injection supplémentaire d'argent, financer des investissements productifs qui permettent de " sortir " plus de matière première en temps égal ou moindre.

La crise boursière du 19 octobre 1987 confirmera l'inefficacité croissante de toutes les formes de la monnaie de crédit à fonctionner en tant que levier de la valorisation. Provoqué à la fois par la perspective d'une baisse des dividendes payés par action suite à la perte de " compétitivité " donc de profits des sociétés US et par l'imminence d'une nouvelle augmentation des taux d'intérêt qui rendaient plus attrayant le placement en devises, le krach de 1987 reconstitue violemment l'équilibre entre formes de fonction du capital industriel, ramène le prix de l'action à une mesure congrue par rapport aux prévisions de réalisation de la valeur-capital sous forme de marchandises du capital productif. Dévalorisation.

*Il faut remonter à 1974 pour retrouver une telle baisse de la Bourse. L'effondrement des cours enregistré à New York est de près du double de celui enregistré au plus fort de la crise de 28.10.1929: 12.9%.*

Comptes Nationaux, p. 33 - 1988.

La tendance à une crise générale des paiements suite à la disparition de près de 2000 milliards de \$ investis en actions ne pouvait que renchérir le prêt d'argent. Au prix d'un épuisement des réserves des leurs banques centrales les pays leaders du MPC ont assuré pendant quelque mois le maintien des taux monétaires précédents le krach pour garantir la liquidité nécessaire aux remboursements des dettes et pour ne pas interrompre les flux financiers aux entreprises. Ces dernières en ont profité pour effectuer des investissements productifs avant que les taux ne recommencent à grimper. Mais ça ne pouvait pas durer. Le loyer de l'argent a redémarré dès la deuxième moitié de 1988 et d'après les Echos du 23.03.1989 on assisterait à nouveau à l'apparition " des signes de ralentissement aux USA " du côté des biens d'équipement ( - 2.9% en janvier et 3.6 % en février) et des biens de consommation.

*Au cours de l'été, la crainte d'une surchauffe a conduit les autorités monétaires de plusieurs pays à durcir leur action. Au cas où les tendances inflationnistes subsisteraient, des nouvelles pressions pourraient s'exercer sur les taux d'intérêt, par suite d'un nouveau resserrement de la politique monétaire ou d'un renforcement des anticipations inflationnistes des opérateurs. L'investissement risquerait alors d'être moins vigoureux qu'actuellement, pesant sur l'élargissement du potentiel productif... Un relèvement des taux d'intérêt comporterait aussi d'autres risques, notamment pour les secteurs vulnérables des marchés financiers. Ces risques seraient particulièrement importants aux Etats-Unis. Les problèmes financiers intérieurs auxquels se heurte ce pays sont déjà aigus dans les secteurs des caisses d'épargne et du crédit agricole, et les opérations de reprise d'entreprises financées par emprunt ont amené les firmes concernées à s'endetter lourdement. Une augmentation des taux d'intérêt en dollars rendrait encore plus difficile la situation des pays en développement endettés, situation qui demeure précaire malgré les progrès qui ont été faits.*

Perspectives économiques de l'OCDE n° 44 - Décembre 1988.

La ruée de 1988 sur les valeurs d'usage constitutives du capital fixe ainsi que sur les matières premières et auxiliaires a déterminé une augmentation générale des prix de ces marchandises et une amélioration des profits des capitaux productifs individuels mais en même temps elle a accéléré l' " exposition " financière des sociétés, contraintes à s'endetter sur le marché monétaire et à utiliser leurs liquidités. Conjugués aux difficultés de solvabilité de l'Etat Fédéral et de pans entiers de l'économie capitaliste mondiale, dans un cadre de stagnation des échanges commerciaux entre pays, les effets du krach ne manqueront pas de se faire sentir sur la production directe.

Du côté du pétrole, même si en ce début d'année le brut a atteint les 19 \$ le baril, tous les observateurs bourgeois s'accordent à dire que son cours restera généralement " raisonnable " bien que très oscillant.

Ceci à cause du caractère éphémère de la " surchauffe ", du développement des techniques d'économie d'énergie, des efforts renouvelés de stockage des compagnies pétrolières et, pour terminer, de la concurrence accrue par la multiplication des producteurs. Voilà pourquoi les pays " pétroliers " cherchent depuis tant d'années à désengorger en capital la production du brut en se diversifiant dans des secteurs aujourd'hui plus rentables. Cependant pour que cela puisse se faire il faut de l'argent... et ici débute la véritable histoire de l'insurrection de Caracas.

### **PRECIPITATION DES CONTRADICTIONS DU MPC AU VENEZUELA**

*Les français commettent souvent l'erreur de mettre le Venezuela dans le même panier que les autres pays de l'Amérique Latine alors que le revenu pétrolier par tête y est huit fois celui du Mexique... Les banquiers ne s'y étaient du reste pas trompés qui, même au plus mauvais moment rachetaient les dettes vénézuéliennes aux 3/4 de leur valeur, un des taux les plus élevés de l'Amérique Latine ( Pérou: - de 70 %).*

Etudes prospectives internationales - décembre 1987.

Heureusement pour la bourgeoisie tous ses analystes et banquiers ne sont pas si aveugles. Au même moment d'autres s'exprimaient ainsi :

*Le problème du Venezuela reste le même: la chute des cours du pétrole. La balance commerciale devrait rester excédentaire si le prix du baril du brut se maintient au dessus de 13\$.*

CEPI, Genève - décembre 1987.

Mais voilà le pépin, le prix du brut était encore de 12.50 \$ en octobre 1988. (Selon une étude récente de l'ONU, les revenus du pétrole ont diminué de 56 % depuis 1981). Toujours des observateurs avertis précisent le diagnostic du malade Venezuela quelques mois plus tard : *La crise pétrolière qui a éclaté au début de 1986 secoue beaucoup plus lourdement le Venezuela que la crise d'endettement de 1982... La balance des paiements ne s'est effondrée qu'en 1986, avec la réduction de moitié des rentrées des pétro-devises. Elle s'est soldée alors par un déficit de 4 milliards de dollars, ce qui a ramené à 4.2 milliards de dollars les réserves de la banque centrale ainsi diminuées de la moitié.*

Notizien aus Caracas - Neue Zürcher Zeitung, Zurich - avril 1988.

Pour endiguer les secousses au prix du pétrole, l'Etat vénézuélien, capital individuel absolument hégémonique dans le pays, a traditionnellement misé sur trois facteurs anti-cycliques :

- a) l'expansion du budget,
- b) la restructuration du capital productif,
- c) le soutien aux échanges extérieures par la manoeuvre monétaire sur les taux.

Voyons-les plus en détail.

a) En 1987 le déficit budgétaire s'élève à 7% du PIB ; en 1988, pour la première fois depuis des décennies, le Parlement vénézuélien en 1988 se résigne à un " budget de rigueur " en limitant la hausse des dépenses de l'Etat par rapport à l'année précédente de seulement 1 %. Cependant, insensibles à la bonne volonté de l' " éminente assemblée ", les comptes publics sont à la fin 1988 toujours au rouge à la mesure du fatidique 7 % du PIB : on commence à parler de déficit " incompressible " pour causes " structurelles ". Telle constante d'une forte exposition débitrice de l'Etat correspond en réalité à la structure " juridique " du capital au Venezuela (Etat-patron) ; sa réduction réelle impliquerait aussitôt la mise en péril de l'accumulation. A ce propos un idéologue de la Démocratie Chrétienne ne pouvait pas être plus clair : *Pour 50 ans les dépenses publiques ont été le seul mode de développement.*

b) La restructuration du capital productif suit deux lignes de fond :

\* diversification des activités par la mise sur pied de 36 projets industriels à réaliser en 10 ans axés sur les produits de base et sur leur première transformation (phosphates, aluminium, pétrochimie, mines, bois/papier), sur les infrastructures du pays (télécommunications, ferroviaire, construction navale, matériaux de construction/BTP). Le modèle reste celui d'avant - production pour les marchés extérieurs - mais il tient compte de la baisse, relativement aux marchandises citées, du prix de marché du pétrole. Par l'écrasement périodique du prix de marché du pétrole sur le prix de production prend corps la tendance historique du capital à l'égalisation à la baisse des taux de profit.

*Etant donnée la composition organique différente des capitaux investis dans les différentes branches de production, étant donné le fait que des quantités très différentes de travail sont mises en mouvement par des capitaux de même grandeur (suivant le pourcentage plus ou moins grand que représente la partie variable dans un capital total de grandeur donnée), ces capitaux s'approprient des quantités très différentes de surtravail ou produisent des masses très différentes de plus-value. En conséquence, les taux de profit établis dans diverses branches de production diffèrent beaucoup, à l'origine. Ces divers taux de profit, sous l'effet de la concurrence, s'uniformisent à un taux général de profit qui est la moyenne de tous ces taux de profit différents. On appelle profit moyen le profit qui, conformément à ce taux général de profit, échoit à un capital de grandeur donnée, quelle que soit sa composition organique... On appelle prix de production d'une marchandise le prix obtenu en ajoutant à son coût de production cette portion du profit moyen annuel sur le capital investi (et non simplement consommé) dans la production de la marchandise qui est allouée au capital en relation avec ses conditions de rotation.*

**Marx** - Le Capital, livre troisième, tome I, p. 174 - Editions Sociales.

Cela étant dit, deux problèmes, et non des moindres, persistent et ont toutes les chances de briser les belles propositions du capital " vénézuélien ". Les voici : pour modifier la base technique de la production capitaliste dans ce pays il faut 10 ans et de l'argent dont la fonction de moyen de paiement ne soit pas en cause. Or, les délais de révolution de la composition technique sont trop longs en relation à la nécessité absolue actuelle de valorisation rapide adéquate du capital <sup>10</sup>. Et pour ce qui est du besoin de monnaie de crédit, celle-ci n'est certainement pas le bolivar qui vaut des clopinettes mais les devises " fortes " qui ne courent pas vraiment les caisses de l'Etat vénézuélien. Conclusion pratique fatale : *le taux d'investissement demeure en deçà des nécessités de développement.* (NZZ - mai 1988.)

---

<sup>10</sup> *Dans l'avenir proche le Venezuela continuera de dépendre exclusivement du pétrole. Les réserves prouvées correspondent à 85 fois la production annuelle... La part de produits non traditionnels (pétrole et dérivés) dans le volume total des exports ne dépasse toujours pas 10 à 20 %. Les réserves incalculables de fer, bauxite, charbon, or, diamant, quartz, chrome, zinc etc. demeurent encore pour l'essentiel inexploitées.* Neue Zürcher Zeitung, Mai 1988.

\* modification de la forme juridique et des relations aux capitaux étrangers des capitaux productifs individuels des secteurs clés. Création de sociétés à capitaux " publics " et privés, étrangers et vénézuéliens, privatisations. Le mythe archaïque du bon capitalisme d'Etat en guerre totale contre les méchantes " compagnies " privées yankees est bel et bien sacrifié sur l'autel du relèvement nécessaire de la " taille critique " des entreprises pour faire face à l'exacerbation de la concurrence à partir de positions financière et productives plus confortables.

c) La réévaluation du dollar suivant la flambée des taux monétaires après la crise de 1981, l'effondrement - aggravé depuis 1985 - des revenus pétroliers et la conséquente " fuite des capitaux " financiers vers des placements plus rentables à l'étranger (en 1988 on les estimait à 30 milliards, c'est à dire égales à 3 ans d'exportations ou à la quasi totalité de la " dette ") déterminèrent :

1] Une longue série de dévaluations du bolivar. En six ans son taux de change par rapport à un dollar est passé de 4.30 à 40. La balance des paiements par conséquence s'écroulait: - 4 milliards de dollars en 1986 et - 4,4 en 1988.

2] Une augmentation des prix des marchandises importées de 13 % en 1986, de 35 % en 1987 et de 40 % en 1988. Il faut se rappeler à ce sujet que les importations sont pour la plupart nord-américaines (44.2 % du total en 1987) et qu'elles sont surtout concentrées dans le poste des biens d'équipement. La balance commerciale vire au rouge pour la première fois depuis 10 ans en 1988.

3] Une difficulté croissante à observer les échéances de remboursement des prêts internationaux et un alourdissement du montant des intérêts à payer provoqué par la hausse des taux et par le trend progressivement défavorable du change bolivar/dollar. De nombreux observateurs du camp adverse et quelques groupuscules centristes insistent sur le poids " théologique " de la " dette " pour expliquer la crise vénézuélienne. Cette interprétation mystifie la réalité catastrophique du MPC dont tous les " malheurs " trouvent en dernière instance leur origine à l'intérieur même du procès de valorisation et pas dans la circulation. De surcroît l'explication fondée sur la " dette " induit la croyance que le capital " sain " peut exister sans crédit, sans le levier du capital productif d'intérêt, donc que l'argent serait non pas la valeur-capital autonomisée mais plutôt une construction extérieure voire étrangère au capital industriel, au processus général de valorisation. Il n'en est rien. Si l'on prend le " cas " vénézuélien, on constate que, tant que l'accumulation s'est faite au niveau suffisant et sans entraves, personne n'appelait le crédit " dette ", personne n'insistait sur son ampleur ou sur son "coût" en intérêts; le remboursement et le paiement des intérêts de la même somme d'argent empruntée peuvent provoquer des circonstances très différentes selon les conditions générales déterminées de la reproduction élargie du capital. Le crédit octroyé au Venezuela était en 1982 de 32 milliards de dollars pour des intérêts de 6 milliards, en 1988 le montant des prêts est de 35 milliards pour un " service " d'à peine 4,7 milliards de dollars. On voit bien par ce parallèle que si l'on se borne à la comparaison du volume de l' " endettement " et de son " prix " pour les deux années 1982 et 1988 rien ne nous autoriserait à y déceler un quelconque " saut qualitatif ". D'autant plus que le crédit a bon an mal an fonctionné jusqu'ici car, nonobstant le ralentissement de la valorisation, la production industrielle n'a cessé de croître ainsi que le PIB avec des rythmes " plus que respectables " notamment depuis 1986. En vérité la possibilité de compréhension de la crise actuelle du Venezuela, crise classique de dévalorisation, réside ailleurs, dans l'identification de l'enchaînement de trois facteurs - chute des exportations en valeur du pétrole augmentation en valeur des importations épuisement des réserves de devises " fortes " (l'Etat vénézuélien détenait juste 400 millions de dollars avant l'insurrection de Mars

1989)<sup>11</sup>. Un bon indicateur du cours catastrophique du capital au Venezuela est représenté par le ratio " service de la dette " / exportations en valeur : il passe en cinq ans, de 1984 à 1988, de 38.2 % à 45.4 %. Pour 1989 les prévisions des spécialistes bourgeois font état du fait que le 60% du PIB devra être utilisé pour payer les intérêts du crédit étranger.

Le tableau ci-dessous illustre bien l'évolution récente de l'économie du Venezuela (GDP = PNB)<sup>12</sup>.

4] L'institution, pour soutenir les investissements productifs et les exportations, du fonctionnement du bolivar à double parité et d'une politique de bas taux monétaires (entre 8 et 13 %). Le système des taux de change dissociés fut inauguré par le gouvernement en 1983, il consistait dans :

\* l'accès des capitaux individuels aux devises étrangères " fortes " à des prix préférentiels (7.50 bolívares pour 1 dollar en 1983).

\* l'octroi aux firmes exportatrices d'une prime de 14.5 bolívares pour chaque dollar " importé ".

\* la subvention des exportations à hauteur - en 1987 - de 48 % du montant facturé.

Globalement on peut affirmer que l'Etat a fait " cadeau " du crédit aux sociétés exportatrices publiques et privées pour une somme de 30/36 bolívares par dollar et ce quand le dollar s'échange sur le marché " libre " des monnaies à 40 bolívares. Raul Matos Azocar, premier ministre des finances de Lusinchi a défini le mécanisme des taux monétaires à géométrie variable comme " la plus importante subvention jamais connue dans l'histoire y compris le plan Marshall ". Un tel dispositif, à la longue et non relayé par une valorisation adéquate, ne pouvait que contribuer à l'avènement de la situation de quasi banqueroute de l'Etat de 1989. Le bolivar, en d'autres termes, agissait de moins en moins en tant que moyen de paiement et en tant que moyen de circulation réel. D'où une première baisse du taux de change " officiel " bolivar/dollar en décembre 1986 qui passe de 1/7.5 à 1/14.5 et d'où les mesures adoptées début 1989 qui ont été la cause contingente de l'insurrection prolétarienne de Mars 1989.

Nous le répétons encore une fois, la rectification de la politique économique de l'Etat-patron prend acte de la nécessité de " transiter " par la dévalorisation du capital pour pouvoir ré-enclencher la valorisation. Le gouvernement donc se plie à la " vérité " de la loi de la valeur et des prix, c'est à dire au constat empirique de la cause profonde spécifique de la crise du pays :

\* *Variations des pris et révolutions des prix qui ne coïncident pas avec des variations de valeur*

**Marx** - Théories sur la Plus-value, tome II.

<sup>11</sup> L'Etat vénézuélien détenait, au début 1989, 7 milliards de dollars en titres, obligations, bons du trésor US et lingots ainsi que 1.4 milliard de dollars prêtés au F.M.I. mais il avait seulement entre 200 et 400 millions de dollars en liquide pour payer les importations, subventionner les exportations, " encourager " l'acquisition de devises " fortes " et observer le paiement du " service de la dette ". C'est décidément léger si l'on considère que la valeur des importations de l'Etat en marchandises en 1988 a été de 11 milliards de dollars et que le chiffre des intérêts payés sur les prêts internationaux a été, toujours en 1988, de 4.7 milliards de dollars.

<sup>12</sup>

**VENEZUELA'S ECONOMY** 1984 1985 1986 1987 1988 Real GDP Growth (%) -1,41,36,834,2 Inflation (%) 12,111,411,640,335,5 Unemployment (%) 13,412,110,38,57 Trade Balance (\$bn) 8,76,81,31,7-0,5 Total Imports FOB (\$bn) 7,37,47,98,810,9 Total Exports FOB (\$bn) 15,914,29,110,610,4 Petroleum Exports (\$bn) 14,812,97,69,18,4 Other Exports (\$bn) 1,21,31,51,51,9 Balance of Payments (\$bn) 1,81,8-3,9-0,9-4,4 Current Account Balance (\$bn) 5,43,1-1,5-1,1-4,9 International Reserves (\$bn) 12,513,89,99,46,6 Debt service payments\* (\$bn) 6,155,14,84,7 Debt Service/Exports (%) 38,235,355,945,445,4 Public Sector Debt at Yearend (\$bn) 25,6426,9725,8926,0925,6\* Includes Interest and Principal for both public and private sector foreign debt As measured by Consumer Price Index Source : Central Bank of Venezuela, IMF, 1988 figures are Central Bank estimates.

cours du brut déprimé<sup>13</sup>, soumis à des fortes et fréquentes oscillations, et relative augmentation des prix des biens d'équipement importés et de sa conséquence sur le plan de la circulation du capital-argent :

*\* incapacité de paiement en un temps déterminé, présupposé, non seulement en un mais en plusieurs points*

**Marx** Théories sur la Plus-value, tome II.

dévaluation du bolivar et épuisement des réserves en monnaies " fortes " - crise des paiements. *La fonction de la monnaie comme moyen de paiement implique une contradiction sans moyen terme. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate dans le moment des crises industrielles ou commerciales auxquelles on a donné le nom de crise monétaire. Elle ne se produit que là où l'enchaînement des paiements et un système artificiel destiné à les compenser réciproquement se sont développés. Ce mécanisme vient-il, par une cause quelconque, à être dérangé, aussitôt la monnaie, par un revirement brusque et sans transition, ne fonctionne plus sous sa forme purement idéale de monnaie de compte. Elle est réclamée comme argent comptant et ne peut plus être remplacée par des marchandises profanes. L'utilité de la marchandise ne compte pour rien et sa valeur disparaît devant ce qui n'est que la forme. La veille encore, le bourgeois, avec la suffisance présomptueuse que lui donne la prospérité, déclarait que l'argent est une vaine illusion. La marchandise seule est argent, s'écriait-il. L'argent seul est marchandise! Tel est maintenant le cri qui retentit sur le marché du monde. Comme le cerf altéré brame après la source d'eau vive, ainsi son âme appelle à grands cris l'argent, la seule et unique richesse. L'opposition qui existe entre la marchandise et sa forme valeur est, pendant la crise, poussée à l'outrance. Le genre particulier de la monnaie n'y fait rien. La disette monétaire reste la même, qu'il faille payer en or ou en monnaie de crédit, en billets de banque, par exemple.*

**Marx** - Le Capital, livre premier, tome 1, p. 143 -Editions Sociales.

Faisons défiler maintenant les principales mesures adoptées dans les premiers mois de 1989 de la manoeuvre de " redressement " du " conseil d'administration " de l'entreprise-Etat vénézuélienne :

\* augmentation de 100 %, le 28.02.1989, du prix de l'essence ; celle-ci est la disposition qui a provoqué la hausse de 30 à 50% des tarifs des transports urbains qui à son tour a été la " goutte " fatale déclenchant la révolte prolétarienne ;

\* augmentation de 128 à 160 % des tarifs douaniers pendant un an sur 500 catégories de marchandises " de luxe " ;

\* coupes sombres dans les subventions aux produits de base; cette décision devrait faire flamber les prix des marchandises énergétiques et alimentaires de 75 % en moyenne en 1989 ; déjà l'indice des prix clé - le " coût de la vie " dans l'aire métropolitaine de Caracas - a

---

<sup>13</sup> L'érosion des " revenus pétroliers " est confirmée par l'annonce faite le 29.03.1989 de la baisse en 1988 de 400 millions des bénéfices nets de PDVSA par rapport à l'année précédente. Pour ce colosse étatique de l'extraction du brut les bénéfices sont passés de 1.42 milliards de dollars en 1987 pour un chiffre d'affaires de 10.9 milliards de dollars à 1.02 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 9.5 milliards de dollars en 1988. Comme l'on voit les ventes ont aussi chuté de 1.4 milliards en un an bien que le volume des exportations journalières ait progressé de 1.52 millions de barils en 1987 à 1.62 millions en 1988. La raison de cela? La baisse du prix de marché du baril qui a été de 14.62 \$ en moyenne en 1988 contre 17.57 \$ en 1987. (Financial Times, édition européenne du 30.03.89).

augmenté de 25,3 % rien que dans le premier trimestre de cette année à comparer à l'inflation de 35,5 % pour 1988 et 40,3 pour 1987 ;

\* abolition du mécanisme des doubles parités du bolivar ;

\* " libération " des taux monétaires pratiqués à l'intérieur du pays : l'Etat s'abstiendra d'intervenir dans leur détermination; mais au début Avril, la Banque Centrale fixa un maximum aux taux d'intérêts pour les prêts commerciaux à 35 % soit 12 à 13% de plus qu'au début de l'année ;

\* assouplissement du régime d'installation des investissements étrangers ;

\* établissement d'un programme de promotion et de soutien aux exportations non pétrolières ;

\* suspension à partir du 17.01.1989 du remboursement du " principal de la dette ". A noter que le syndicat d'Etat C.T.V. avait " demandé " déjà le 30.12.1988 que " le pays ne consacre pas plus de 15 % de ses revenus pétroliers aux remboursements dus ", et cela en parfaite harmonie avec les autres corps de l'Etat ;

\* augmentation d'environ 30 % des salaires du secteur public et dégraissage de ses effectifs.

Le tout, bien sûr, assaisonné des traditionnels laïus des Etats latino-américains et des gauches du capital du monde entier contre " l'économie des faux semblants ", contre " la dictature du F.M.I. " et pour " le rétablissement de la vérité des prix " ainsi que pour " la lutte contre la richesse " (citations de la déclaration de Carlos Andrés Perez après l'insurrection).

## **COÛT " ECONOMIQUE " DE L'INSURRECTION ET REACTION DU CAPITAL**

La " flambée de violences " de la semaine rouge du 27.02.1989 au 05.03.1989 contre le plan du gouvernement aura coûté cher à l'Etat-patron et aux patrons privés. En voici les termes :

\* la hausse des salaires les plus bas de 2000 bolívares, c'est à dire leur croissance de 50 % (le salaire moyen mensuel d'un ouvrier ou d'un employé exécutif était de 5 à 9000 bolívares);

\* la création d'une grille de réajustement des salaires des classes moyennes salariées supérieures : c'est le prix de leur fidélité au capital ;

\* l'appropriation par le pillage d'environ 500 millions de bolívares en marchandises ;

\* le gel des prix des articles jugés comme essentiels ainsi que des médicaments les plus courants et des tarifs des transports ;

\* l'extension au secteur privé des augmentations des salaires accordées dans le secteur public avant l'insurrection (+ 30 %) ;

\* la redistribution gratuite dans les quartiers les plus pauvres des marchandises séquestrées aux " pillards " par les forces armées de l'Etat ;

\* le réapprovisionnement des villes en denrées alimentaires - disparues pendant la révolte - par un pont aérien militaire. Incontestablement la guerre économique du prolétariat vénézuélien a produit des effets, certes insuffisants et qui seront sans doute récupérés à terme par le capital, mais des effets tangibles quand même. L'insurrection de Caracas et de nombre d'autres villes du pays montre la voie et la méthode à suivre dans les luttes classistes de défense; de plus, elle est la preuve que c'est uniquement en se battant jusqu'aux extrêmes conséquences que les exploités pourront faire face aux "séquelles" anti-ouvrières du cours catastrophique du MPC.

La fraction vénézuélienne du prolétariat mondial ne pouvait plus attendre : 7 millions de " pauvres " vivant en dessous du " seuil de survie ", plus de 25% de chômeurs "officiels" sur le total de la " population active " c'était trop. Dans le présent vénézuélien les ouvriers conscients du monde entier voient le futur inéluctable de leur classe. L'heure est au combat !

La " communauté planétaire " du capital ne s'est pas trompée dans l'appréciation de la signification profonde des " événements " du Venezuela. Seuls restent les crétins centristes à n'y voir que la réaction d' " éléments atomisés de la classe " contre " la rapine des ressources d'un pays opprimé par les pays impérialistes ". C'est pour cela que les fractions fortes du capital mondial ont instantanément abreuvé les caisses de l'Etat sinistré en prêts, crédits relais,

réductions et rééchelonnements des paiements de la " dette " et de son " service " et autres promesses d'investissements.

Avec les 450 millions de dollars du Trésor US et les 200 millions de dollars espagnols prêtés dès le 07.03.1989 et l'avance sur le crédit F.M.I. de 453 millions de dollars octroyée le 30.03.1989, les réserves étatiques en liquides dépassent maintenant confortablement le milliard de dollars. A celles-ci iront s'ajouter sous peu 600 millions de dollars " offerts " par les banques commerciales créditrices. Cet afflux d'argent devrait permettre au Venezuela d'obtempérer à ses " obligations " urgentes et d'attendre dans un climat " plus serein " à la fois le feu vert du F.M.I. pour un prêt à long terme portant sur 4.6 milliards de dollars d'ici 1991 et celui de la Banque Interaméricaine de Développement pour un crédit de 7 milliards de dollars étalé sur sept ans. Cependant ces massives transfusions d'argent ne garantiront pas pour autant la réalisation d'un redressement durable de l'économie vénézuélienne. Les grands argentiers internationaux du Venezuela en ont bien conscience ; laissons parler à ce propos un haut représentant à Caracas d'une banque étrangère membre du pool des créanciers de ce pays :

*Notre crainte fondamentale c'est que l'argent frais que nous allons débloquer s'évapore dans la nature. Si nous disposions au moins d'un mécanisme assurant que " l'argent nouveau " que nous allons mettre au pot serve à rembourser nos crédits. Mais l'exemple récent du Mexique montre que nous n'avons aucun moyen d'empêcher la fuite des capitaux.*

Le Monde du 11.03.1989.

... vers des valorisations plus attrayantes en volume et en pourcentage.

Autrement dit, rien n'est encore résolu ; bien au contraire ! Et que reposent en paix à jamais les vains mots du bourreau social-nationaliste C.A.P. pour qui " cette crise qui a été une leçon pour tous peut se transformer en une grande chance pour le Venezuela si chacun accepte de faire des sacrifices " !

### **CYCLE ECONOMIQUE, PROGRAMMES POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE ET CORPS DE L'ETAT**

Quelques mois avant le retour au gouvernement de Carlos Andrés Pérez (Acción Democrática - tendance social-démocrate), celui-ci s'efforçait de séduire les représentants des grandes banques d'affaires mondiales, en leur faisant miroiter ses projets de privatisation et d'assainissement de l'économie, basés sur les théories libérales, et ce, tout en assurant que le Venezuela continuerait à rembourser ses " dettes ". Son programme était mot par mot le même que celui de son " rival " Edouardo Fernández de la COPEI (démocrate-chrétienne). En effet, les deux partis jouent depuis trente ans à l'alternance démocratique, poursuivant tous les deux la même politique économique dictée par les exigences de la valorisation du capital, mais favorisant plus ou moins tel ou tel type de " client ". Ainsi l'AD et la COPEI étaient foncièrement incapables et de juguler l'effondrement de l'économie vénézuélienne qui s'était développée durant la présidence de Jaime Lusinchi (appartenant à l'AD comme Pérez) et de pouvoir calmer le mécontentement ouvrier croissant qui se laissait peu bercer par les promesses électorales. La gauche et l'extrême-gauche bourgeoises, fort divisées en plusieurs partis, sont également largement impliquées dans le cirque électoral (le MAS par exemple compte 10 députés). La candidature du syndicaliste péri-stalinien Teodoro Petkoff présentée conjointement par le MAS - " mouvement pour le socialisme " et par le MIR - " mouvement de la gauche révolutionnaire " - a ainsi largement cautionnée la mystification démocratique et la croyance en l'existence d'une solution nationaliste radicale à l'effondrement économique faite de contestation de la " dette " yankee, de développement des nationalisations, de dénonciation moralisatrice des investissements du " narco-trafique " colombien.



La participation pleine et active de l'extrême-gauche du capital à la démocratie <sup>14</sup> l'a ainsi rendue partiellement inapte à encadrer et à récupérer l'éclatement spontané de la violence ouvrière du mois de mars 1989 bien qu'elle ait une longue tradition de " gauche syndicale ". Comme en Europe occidentale en d'autres époques, la lourdeur de l'appareil politique et syndical de dévitalisation des luttes n'a pas pu les prévenir et comme en Europe la révolte ouvrière a eu une importance " symbolique " qui dépasse largement les frontières et les limites du combat.

Le " choix " pétrolier du pays remonte au début du siècle il a été marqué par l'hyper-développement du secteur des hydrocarbures et par le sous-développement de la production d'or, d'aluminium, de l'exploitation des gisements bitumeux - toutes " richesses naturelles " que le MPC a dédaigneusement méprisé et sacrifié aux prix du marché du brut. L'essor du secteur pétrolier a largement " payé " l'institution de la plus ancienne dictature démocratique de l'Amérique Latine âgée de 31 ans. Le cadre politique et le positionnement géostratégique ont été donnés par l'ex-stalinien populiste, national et socialiste Romulo Betancourt qui - pour " échapper " au syndrome cubain - sut regrouper autour de la démocratie la quasi-totalité de la société civile (église, industriels, peuple et armée) et qui " choisit " le camp américain en tant que solution du moindre mal. Pendant un temps Betancourt eut le soutien " critique " du P.C. ; seulement après la rupture avec Castro les gauches du capital s'installèrent à " l'opposition " en allant jusqu'à la lutte armée. Ainsi se crée le FNL-FALN explicitement " castriste " <sup>15</sup>, ainsi le PC fera un passage par la guérilla et ainsi l'Accion Democratica de Betancourt se casse et sa " gauche " constitue le groupe contestataire MIR.

Mais le véritable coup de maître de Betancourt fut d'associer dès les années soixante des militaires au gouvernement de tous les rouages décisifs de l'Etat. Par telle " tactique " il put en faire les vrais garants de la paix et de la continuité démocratique de l'Etat tout en les " utilisant " pour marginaliser la guérilla.

En ce sens au Venezuela, et à l'opposé des autres pays de l'Amérique Latine, la " lutte armée " des années '60-'70 a surtout servi à renforcer les institutions et l'intégration de l'armée au titre d'élément structuré et structurant l'ensemble de l'appareil démocratique de l'Etat. Les " cadres " de l'armée se " civilisent ", ils se forment à la gestion des affaires de l'Etat-patron.

*Mais les officiers, comme le rappelait récemment Carlos Andrés Pérez, ne sont pas à l'écart de la vie économique et sociale du pays. Formés pour des fonctions extra-militaires au sens strict, les officiers vénézuéliens sont particulièrement intéressés par les problèmes du développement... Le cas du général R. Alfonzo Ravard, patron des Petroleos de Venezuela, la puissante régie des pétroles, est bien connu, mais n'est pas un cas isolé... Les officiers supérieurs sont nombreux dans les secteurs nationalisés. La gestion du développement semble être une de leurs tâches essentielles. La Corporation de Guyane, les Conseil de contrôle des prix, la formation des techniciens de la sidérurgie et de l'aluminium dépendent, à des degrés divers, d'un officier supérieur, sinon de l'armée en tant que corps. La fonction économique de l'institution militaire est donc patente.*

Alain Rouquié - L'Etat militaire en Amérique Latine.

---

<sup>14</sup> La démocratie fonctionne en toute condition; la preuve ? L'ex-soldat pro-castriste Teodoro Petkoff, opposé de sa majesté de toujours, a reçu un coup de téléphone de C.A.P. qui le prévenait en temps voulu de la promulgation de la loi martiale. Voici un bel exemple de concertation entre pairs. (cf. Le Monde, 07.03.89).

<sup>15</sup> Voici un télégramme saisissant du " légendaire commandant " Douglas Bravo qui dirigeait le F.N.L. avec les " non moins fameux commandants " Eliot Manuit Camero et Fabricio Ojeda à la conférence de l'OLAS : *Commandant en chef Fidel Castro, depuis les montagnes du Venezuela nos combattants saluent Votre intervention à la conférence de l'OLAS comme le meilleur et le plus haut stimulant moral de notre lutte révolutionnaire. Lutter jusqu'à la victoire !.* (cité par Luis-Mercier Vega dans Technique du contre-Etat, 1968).

Derrière les bottes des soldats tout le monde s'est aligné pour la défense du mythe " socialiste " des nationalisations. La perspective capitaliste " vénézuélienne " du monopole étatique du capital industriel, impulsée par Betancourt et défendue jusqu'à Perez fait l'unanimité dans tous les fractions politiques de la bourgeoisie. Les chipoteurs d'extrême-gauche se bornent au grand maximum à la protestation contre les modalités de l'étatisation :

*Que l'on nationalise le pétrole, oui ! Mais sous le contrôle des travailleurs qui le produisent et, bien entendu, sans indemniser les compagnies étrangères.*

Lega Socialista.

De la même manière les syndicats d'Etat, dont le plus important se nomme CTV (Confédération des Travailleurs du Venezuela), ont participé activement à la constitution de l'Etat-patron, c'est à dire à l'étatisation du capital social " national ", et à la périodique restructuration de son conseil d'administration par la méthode de l'alternance démocratique entre AD et COPEI. Les choses vont cependant se compliquer car le capital individuel ultra-hégémonique (3/4 de l' " économie nationale ") Etat doit, frappé par la dévalorisation, se séparer de pans entiers de son appareil productif incapable - seul - de faire face aux nécessités d'investissements, de reconversions, de maîtrise du corps social. D'où le virage à 180 degrés de la charogne C.A.P. qui, de porte-drapeau du capitalisme étatique, se fait le chantre des privatisations, de l'ouverture aux capitaux étrangers publics et privés. L'accumulation fondée sur les extra-profits du pétrole vacille, le rôle de chiens de garde super-nourris du capital de la gauche " nationale " est entamé par l'austérité et la lutte de classe a toutes les chances de devenir une constante explosive dans ce pays. Pour sa " ressemblance " aux pays centraux du MPC le Venezuela d'après mars 1989 devient un des laboratoires-test à grandeur nature cruciaux pour le capital mondial ; la question qui cherche réponse dans et par ces laboratoires-test pour la bourgeoisie est conceptuellement simple: comment pallier les craquements croissants de la démocratie sociale sans perdre toute maîtrise de la société civile. Plusieurs amorces de solutions ont été données ces derniers temps mais toutes tournent autour de l'élargissement de la démocratie politique - les " oppositions " au pouvoir -, de la militarisation rapide de l'affrontement, d'une entrée en matière de l'austérité par une première étape de concessions partielles s'appuyant sur les circuits internationaux du crédit pâle succédané de ce que fut la démocratie sociale des années fastes. Ainsi ces éléments de réponse capitaliste nous les trouvons aussi bien en Pologne que en Birmanie, au Zaïre comme en Corée du Sud, en Yougoslavie, en Algérie et au Venezuela, puis tout récemment en Jordanie.

### LES " EVENEMENTS " DE MARS 1989

*Le capitalisme n'est pas harmonieusement agencé au point d'insurrection peuvent fusionner d'elles-mêmes et d'un seul coup, sans échecs et sans défaites insurrection qui est le plus sûr garant de l'ampleur et de la profondeur du mouvement général ; ce n'est que par l'expérience acquise au cours de mouvements révolutionnaires inopportuns, isolés, fragmentaires et voués de ce fait à l'échec, que les masses acquerront de la pratique, s'instruiront, rassembleront leurs forces, reconnaîtront leurs véritables chefs, les prolétaires socialistes, et prépareront ainsi l'offensive générale, de même que les grèves isolées, les manifestations dans les villes ou de caractère national, les mutineries dans l'armée, les soulèvements paysans, etc., avaient préparé l'assaut général de 1905.*

**Lénine**, Bilan d'une discussion sur le Droit des Nations à Disposer d'elles-mêmes, O.C. t. 22, p.386.

*On avait oublié que Caracas était une bombe à retardement. Le contraste est trop brutal entre la richesse des privilégiés et la misère des barrios qui encerclent la ville.*

Luis Orlando Balza, économiste - Le Monde, 04.03.1989.

A l'annonce des augmentations de 50 % des transports, de 100 % du pain, de 300 % du lait, de 100 % de l'essence le prolétariat et certains secteurs inférieurs des couches moyennes salariées n'ont pas eu d'hésitations : la seule réponse possible était l'action directe, la paralysie des villes, l'appropriation des marchandises. *Les gueux se sont révoltés* titrait le Figaro du 07.03.1989... au prix de centaines de morts, de milliers de blessés et incarcérés. Si le nombre des tombés dans la lutte n'est pas un indicateur " en soi " de la nature classiste d'un mouvement, on ne peut pas le sous-évaluer lorsque cette nature est purement prolétarienne ; dans le cas vénézuélien les chiffres de la violence anti-ouvrière doivent être entendus comme un puissant révélateur de la détermination et de la radicalité exprimés par les exploités dans ce coin du monde. Loin à mille lieues du culte macabre et réactionnaire de la mort et du martyr, nous ne reconnaissons pas moins dans le massacre de nos frères de classe la révolution en marche, la tendance à la guerre civile planétaire.

*Il est maintenant prouvé que (la guerre nationale) est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes et on se débarrasse de cette mystification aussitôt que cette lutte des classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat !*

**Marx** - La Guerre Civile en France 1871.

La portée simplificatrice de la lutte de classe au Venezuela, sa force de polarisation de la société civile s'est manifestée par la capacité du prolétariat insurrectionnel de regrouper autour de lui ses franges marginalisées et " laissées pour compte ", les couches semi-prolétariennes et nombreux éléments paupérisés issus des classes moyennes. Contre cet embryon de bloc social révolutionnaire, nous l'avons vu, s'est dressée toute la bourgeoisie nationale et internationale.

Deux autres aspects, et non des moindres, qui attestent de la valeur élevée pour le communisme de l'insurrection de mars 1989 sont constitués par la fulgurante extension de la révolte à tous les centres urbains du pays - de Caracas à Maracaibo, Valencia, Varsimeto, Merida... - et par le déploiement d'une extraordinaire panoplie de formes de lutte classiste: pillage systématique, destruction ou appropriation de moyens de répression, liquidation de membres des forces régulières et irrégulières de l'ordre capitaliste, défense active des quartiers ouvriers, organisation en milice des éléments les plus décidés de la classe.

*La police a souvent essuyé le feu des émeutiers armés ; les forces de l'ordre compteraient une douzaine de blessés et un mort.*

Le Monde du 02.03.1989.

*Dans le centre de Caracas des petits groupes de jeunes, certains encagoulés, mais aussi des ménagères, ont pris d'assaut les commerces épargnés par la vague de vandalisme de la veille pour les vider de leurs marchandises... La police et l'armée semblaient cependant impuissantes devant l'ampleur du mouvement qui touche tout le pays et, dans plusieurs quartiers, les pillards ont agi en toute impunité... Les défilés ont également dégénéré dans la ville-dortoir de Teques au sud ainsi qu'à Catia del Mar et à la Guaira, le principal port vénézuélien.*

Libération du 01.03.1989.

*La mort d'un capitaine, tué par des francs-tireurs dans le quartier de El Valle, au sud-est de la capitale, et les blessures reçues par deux colonels et plusieurs hommes de troupe paraissent avoir excité des soldats fatigués et qui avaient été nettement débordés au début des troubles.*

Le Monde du 04.03.1989.

*Les autorités redoutent le développement d'une guérilla urbaine structurée. Des armes de guerre, affirment des proches du général Allegro, ont été saisies chez des manifestants.*

Libération du 03.03.1989.

Les communistes, confrontés à une telle situation, pas du tout gênés par la tournure violente prise par la lutte et étrangers aux lamentations pacifistes des centristes pour qui *la phase étant encore contre-révolutionnaire et la défaite de ces mouvements étant certaine il faut s'abstenir d'y participer ou/et il faut oeuvrer pour que la classe préserve ses forces en attendant une situation favorable...*

<sup>16</sup> renouvellent leur classique cri de guerre :

*Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus hais ou des édifices auxquels ne sont liés que des souvenirs odieux, il ne faut pas seulement tolérer ces représailles mais prendre directement en main leur direction.*

**Marx** - Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes - 1850.

*Il est certain que la préparation révolutionnaire du parti peut commencer à se traduire dans des actions planifiées, même lors de mouvements partiels des masses : ainsi, les représailles contre la terreur des gardes blancs, qui vise à donner au prolétariat le sentiment d'être définitivement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire, sont un moyen tactique indispensable.*

Rassegna Comunista - Parti et action de classe, 1921.

En Birmanie, en Algérie, au Venezuela est réapparue la question militaire comme l'un des noeuds des mouvements ouvriers de résistance économique d'aujourd'hui. Cette question a été systématiquement soit abandonnée par les pacifistes avoués ou honteux pour " ne pas provoquer la réaction " de la classe dominante, soit prise en charge par des groupes contre-révolutionnaires "guerilléristes" nationalistes et/ou réformistes armés. Le développement des luttes économiques dégagées de l'emprise syndicale d'Etat s'est fait historiquement en intégrant démarche légale et illégale, en déployant l'action offensive de petits noyaux en syntonie avec l'initiative de la masse en mouvement.

La faiblesse et l'inadéquation du facteur communiste authentique en période contre-révolutionnaire a permis que l'expression militaire du mouvement ouvrier soit séparée de ce dernier via la persistante hégémonie en son sein d'organisations politiques de la gauche et de l'extrême-gauche du capital. Les formations bourgeoises et petites-bourgeoises légales ou " illégales " ont oeuvré dans ce contexte général qui leur était favorable à dévoyer l'action directe du prolétariat de ses racines de classe. En isolant de la masse les actes des minorités agissantes sous les prétextes complémentaires que le moment n'est pas opportun ou que leur valeur politique intrinsèque est telle qu'elles suffisent à déclencher le processus révolutionnaire ils ont réussi jusqu'ici à les neutraliser. Pour toutes ces considérations et autres encore **MC** déclare que la question de la tactique militaire du parti reste l'une des interrogations majeures non suffisamment résolues en théorie et en pratique par les gauches communistes du XXème siècle et que la solution incombe aux noyaux communistes existants en complète conformité avec le programme marxiste classique. Les " événements " vénézuéliens ne font que poser à nouveau, avec la violence dont la réalité de la guerre de classe est capable, cette même question.

La bourgeoisie du Venezuela a essayé d'éloigner des prolétaires en lutte la prise de conscience de la centralité de l'utilisation de la force organisée en accompagnant la guerre des rues avec l'emploi des méthodes de la guerre psychologique : c'est ainsi que les émeutiers ont été traités par les médias de régime d' " éléments subversifs et d'anarchistes " voir d' " immigrés étrangers " en poussant les " vénézuéliens " à se séparer des huit cent mille " colombiens " qui travaillent dans les usines du pays. L'autre arme psychologique larguée sur les insurgés a été le concert, toujours joué par la presse nationale et internationale, intitulé : " L'armée va faire un

---

<sup>16</sup> Par ces discours les centristes rejoignent l'extrême-gauche du capital qui au Venezuela, en la personne du MAS, a constitué avec la Fédération des droits de l'homme des " Comités pour les disparus et pour la fin de la violence ". (cf. Libération du 09.04.1989).

coup d'Etat si le désordre persiste ". Comme si les militaires qui occupent nombreux rouages centraux de l'Etat démocratique allaient se saborder tout seuls! C.A.P. n'a donc pas eu beaucoup de mal à saluer " la loyauté de l'armée à l'égard du pouvoir civil ". Loyauté qui pour les ouvriers a signifié sang à flots. Nous ne sommes pas encore à même d'évaluer le taux de réussite de telles campagnes "d'information" de l'ennemi mais nous savons d'ores et déjà que toutes les hésitations que le prolétariat manifeste se retournent contre lui, inexorablement. Les appels au calme des syndicats <sup>17</sup>, les attestations de sympathie des gauchistes envers le chien C.A.P. <sup>18</sup>, les prières des curés pour que la violence cesse etc. vont tous dans le sens d'accroître l'incertitude, l' " humanité ", et la " tolérance " chez les exploités.

A l'opposé, les communistes insistent :

\* sur le caractère inéluctable, permanent et nécessaire de la lutte économique.

*Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.*

**Marx** - Salaire, prix et profit.

\* sur la tendance, inscrite dans le cours historique de la classe exploitée, à la négation dialectique de limites des luttes défensives.

*Il faut comprendre que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : " un salaire équitable pour une journée de travail équitable " ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : " abolition du salariat ".*

**Marx** - Salaire, prix et profit.

\* sur l'aboutissement militaire de la lutte politique de classe et sur la critique corrélative du manque de fermeté dans la conduction de ce combat. Contre *cette magnanimité des ouvriers armés contrastant si singulièrement avec les habitudes du " parti de l'Ordre ". A peine Thiers et ses généraux décebriseurs furent-ils avisés que même leurs espions de la gendarmerie pris dans Paris sous le déguisement de gardes nationaux, même les sergents de ville pris avec des bombes incendiaires sur eux, étaient épargnés, à peine s'aperçurent-ils que le décret de la Commune sur les représailles n'était qu'une menace vaine, que les exécutions en masse de prisonniers furent reprises et poursuivies sans interruption jusqu'à la fin.*

**Marx** - La Guerre Civile en France : Adresse du Conseil Général de l'A.I.T.- 1871.

*C'est le cannibalisme de la contre-révolution lui-même qui répandra dans les masses la conviction qu'il n'existe qu'un seul moyen propre à concentrer, abrégé et simplifier les spasmes d'une ancienne société agonisante et les sanglantes douleurs de l'accouchement d'une société nouvelle: le terrorisme révolutionnaire.*

**Karl Marx**

La situation actuelle est grosse de promesses révolutionnaires ; bien que la ligne contre-révolutionnaire soit encore prédominante à l'échelle de la planète, l'accélération du cours catastrophique du MPC fait apparaître des tremblements de terre sociaux d'une intensité croissante et en progressive synchronisation. La reprise de la course ouvrière vers la libération du salariat et de la valeur passe aujourd'hui par la multiplication de luttes de défense économique en rupture ouverte avec la démocratie sociale et ses instituts en embrassant toutes

---

<sup>17</sup> Nous sommes pour les revendications à condition qu'elles s'expriment par les voies légales... Nous demandons aux ouvriers de reprendre le travail. Déclaration du secrétaire général de la CTV - Le Monde du 04.03.89.

<sup>18</sup> Teodoro Petkoff, chef du MAS et ex-guerrillero castriste, s'est félicité de " l'intelligence politique et du courage de C.A.P. qui n'a pas cherché à tout mettre sur le dos d'éléments subversifs et étrangers ". (Le Monde du 07.03.1989).

les armes classiques de la lutte des classes. Jamais une telle école de communisme n'a trouvé assise plus grande : le prolétariat s'est historiquement renforcé en nombre et en puissance.

Les défaites contingentes dans les escarmouches actuelles, loin de représenter un facteur décisif de dévitalisation de la classe, sont autant de leçons pour qu'elles ne puissent se répéter. Le prolétariat recommence à apprendre la victoire de ses revers. Les communistes se doivent de traduire ces éléments pratiques en force théorique et politique organisée à l'échelle mondiale, comme mondial est le champ de bataille entre les classes, et interne, dès maintenant, à la concrète guerre sociale.

*En quelque lieu, sous quelque forme et dans quelques conditions que la lutte de classe prenne consistance, il est bien naturel que les membres de notre Association se trouvent au premier rang. Le sol sur lequel elle pousse est la société moderne même. Elle ne peut pas en être extirpée, fût-ce au prix de la plus énorme effusion de sang.*

**Marx** - La guerre civile en France : Adresse du Conseil Général de l'A.I.T. - 1871.

### **A QUI APPARTIENNENT LES MILLE PROLETAIRES ASSASSINES ?**

Le macabre renvoi de balle entre C.A.P. et le banquier français Michel Camdessus - directeur général du F.M.I. ne peut pas tromper les ouvriers conscients. Tous les deux, la main dans la main, ils ont exécuté la sentence (cf. le texte reproduit au dos). Tous les deux rencontreront la colère du prolétariat révolutionnaire.

Fig. 1 Net operating surplus as a percentage of net value added in manufacturing  
Exédent net d'exploitation en pourcentage de la valeur ajoutée nette dans les ind. Manufacturières

	1960	1968	1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Average - Moyenne				
															60 - 67	68 - 73	74 - 79	80 - 86	60 - 86
United States	19,1	20,6	13,9	19,4	19,9	19,4	16,7	13,5	14,2	11,4	13,2	15,9	14,6	15,6	20,8	17,9	17,9	14	17,7
Japan																			
Germany	34,7	30,6	21,9	21,3	20,4	20	20,3	16,2	14,6	16,1	19,6	20	21,5		30,1	26,6	20,6		24,3
France		25,7	29,6	20,8	20	19,5	21,1	19,5	18,1	17,5	18,3	18				27,1	21,8		22,7
United Kingdom	24,5	18,1	12,5	10,3	16,4	16,6	13,3	9,6	6,8	10,7	13,6	14,7	18,8	21,9	20,8	18,3	13	13,7	16,7
Italy																			
Canada	27,2	26,5	27,5	21,2	21,4	22,6	25,5	23,1	21,4	13,1	19,9	26,4			27,8	24,4	23,6		24,6
<b>Total of above countries</b>																			
Austria																			
Belgium																			
Denmark			14,9	19,1	18,3	17,9	16,8	19,3	18,4								17,7		18,5
Finland	34,4	27,5	30,7	17,7	17,3	24,6	29,5	28,9	26	25	28,1	30,1	28	25,1	28,2	27,3	23,3	27,3	26,7
Greece																			
Iceland																			
Ireland																			
Luxembourg																			
Netherlands			27,2	21,3	17,5	17,8	17,3	12	7	12,5	16,1	23	21,9	30,8		28,4	19,4	17,6	21,2
Norway	22,3	17,1	26,2	19,5	15,2	13,3	23,7	20,5	16,2	14,9	19,9	24,5	21,7	22,6	19,7	21,2	20,2	20,1	20,2
Portugal																			
Spain																			
Sweden		21,1	23,8	9,8	3,2	3,4	10,9	12	9,3	12,2	20,8	23,7	22,2			19	11,7		17,2
Switzerland																			
Turkey																			
<b>Smaller European</b>																			
Australia		27	16,7	18,1	17,1	17,3	19,2	19,7	16,5	12,9	20	20,3	20,2			25	17,7		20,9
New Zealand																			
<b>Total smaller</b>																			
Total EEC																			
Total OECD-Europe																			
Total OECD less USA																			
<b>Total OECD</b>																			

Fig. 2

1. PNB à prix constant						2. Production industrielle					
1967 = 100						1967 = 100					
	France	RFA	Etats-Unis	Japon	Royaume-Uni		France	RFA	Etats-Unis	Japon	Royaume-Uni
1967	100	100	100	100	100	1967	100	100	100	100	100
1968	104,3	105,8	104,1	112,6	104,5	1968	102,8	109	110,3	115	105,2
1969	111,5	113,7	106,7	126,2	106,1	1969	114,2	122,4	115,4	133,1	108,8
1970	117,9	119,4	106,4	138	108,3	1970	120,2	130,6	111,9	151,6	109,4
1971	123,6	123	109,4	143,9	111,1	1971	128,3	132,2	113,7	150,1	108,8
1972	129,1	128,2	114,8	155,9	112,6	1972	135,6	136,9	124,3	167	110,7
1973	136,1	134,2	120,8	168,2	121,6	1973	144,5	145,1	134,7	192	120,7
1974	140,3	134,5	120,2	166,2	120,7	1974	148,2	142,7	134,2	184,7	118,3
1975	139,9	132,5	118,6	170,5	120	1975	137,2	133,3	122,3	165,2	111,8
1976	145,9	139,9	124,4	178,7	124,5	1976	149	143,5	135,4	183,2	115,5
1977	150,5	143,6	130,3	188,1	125,9	1977	151,8	146,7	143,4	190,9	121,5
1978	155,6	148,3	137,1	197,7	129,6	1978	155,5	149	151,7	202,6	125,1
1979	160,6	154,2	140,5	208	132,1	1979	162,3	156,9	158,3	217	129,9
1980	163,2	156,4	140,3	217,2	129,6	1980	162,3	156,9	152,7	227	121,3
1981	165,2	156,4	143	225,6	128,3	1981	159,9	154,9	156,6	229,3	116,9
1982	169,4	154,9	139,4	232	129,7	1982	157,5	149,8	143,9	230,1	119,1
1983	170,5	157,9	144,4	239,3	134,3	1983	158,7	151	153,2	238,3	123,7
1984	172,8	163,1	154,2	251,5	136,7	1984	161,5	155,7	170,6	264,4	125,2
1985	175,7	166,2	159,3	263,9	141,9	1985	161,5	163,9	174,2	276,3	131,2
1986	179,3	170,1	163,9	270,2	145,7	1986	161,9	167,8	179,2	275,4	133,2
1987	183,2	173,1	169,4	281,7	151,3	1987	165,2	167,8	186,4	286,3	137,4

Sources : OCDE, Survey of Current Business, CSO, Statistisches Bundesamt  
Source : PIE

Fig. 3

3. Indice des prix à la consommation	4. Taux de change en moyenne annuelle
--------------------------------------	---------------------------------------

1967 = 100

	France	RFA	Etats-Unis	Japon	Royaume-Uni
1967	100	100	100	100	100
1968	104,5	102,8	104,2	105,6	104,9
1969	110,9	104,8	109,9	111,5	110,4
1970	117	108,3	116,3	119,6	117,5
1971	123,2	114	121,3	127,1	128,7
1972	130,7	120,4	125,2	133,4	137,6
1973	140,4	128,7	133,1	148,9	148,9
1974	159,5	137,8	147,7	183,4	172,7
1975	178,1	145,9	161,2	205	214,5
1976	195,3	152,6	170,3	224,3	248,3
1977	213,8	158,2	181,6	242,5	277,7
1978	233,6	162,4	195,2	252,7	314
1979	258,5	169,1	217,5	262,1	355,8
1980	293,5	178,5	246,8	282,5	420,8
1981	332,6	189,1	272,1	296,4	471,3
1982	372,4	199	288,4	304,4	511,4
1983	407,6	204,7	297,1	310,2	534,9
1984	438,8	210,2	307,3	317,3	560,4
1985	464,4	215	318,1	323,5	595,8
1986	476,2	216	323,1	325,8	615,8
1987	491,9	216	334,9	326,1	641,3

Sources : PIE

	1 dollar =... francs	1 dollar = ... DM	1 dollar =... yens	1 livre =... dollars	1 DM =...francs
1967	4,92	3,99	3,62	2,41	1,23
1968	4,95	3,99	3,58	2,38	1,24
1969	5,21	3,93	3,58	2,4	1,33
1970	5,53	3,65	3,58	2,4	1,52
1971	5,5	3,47	3,45	2,45	1,59
1972	5,04	3,19	3,03	2,48	1,58
1973	4,45	2,65	2,71	2,46	1,68
1974	4,78	2,57	2,93	2,35	1,86
1975	4,3	2,48	2,97	2,21	1,74
1976	4,79	2,51	2,96	1,8	1,91
1977	4,91	2,31	2,67	1,76	2,12
1978	4,45	1,99	2,08	1,93	2,24
1979	4,26	1,84	2,19	2,11	2,32
1980	4,23	1,82	2,27	2,33	2,32
1981	5,44	2,26	2,22	2,03	2,4
1982	6,57	2,43	2,49	1,75	2,7
1983	7,62	2,56	2,37	1,52	2,98
1984	8,74	2,85	2,37	1,34	3,07
1985	8,99	2,94	2,39	2	3,05
1986	6,93	2,17	1,69	1,46	3,2
1987	6,01	1,8	1,45	1,64	3,35

Source : OFCE

Fig. 4  
Investissement productif en volume  
(Indice base 100 en 1980)

	Etats-Unis	japon	RFA	Franc e	R-U	Italie
1970	69,6	76,1	83,8	75,6	77,2	80,8
1971	68,1	74,2	88,4	85,5	77,2	81,9
1972	73,1	76,2	87,3	90,3	78,9	82,8
1973	83,7	87,4	86,3	97,8	84,1	90,9
1974	83,8	82,8	76,5	96,3	82,5	94,2
1975	74,2	78,2	74,5	87,8	79,9	81,4
1976	46,6	78	78,8	92,7	83,1	85,4
1977	85,4	78,8	83,8	92,6	89,9	84,6
1978	95,5	83,2	89	93,5	99,9	84
1979	102,7	82,7	96,6	95,9	104	89,9
1980	100	100	100	100	100	100
1981	104,2	105,4	96,4	97,5	94,4	96,9



1982	96,7	108	92,1	97,5	102,3	91
1983	95,2	110,9	96,8	93,5	101,2	89,4
1984	112,1	123,6	97,5	91,5	114,1	95,9
1985	119,8	139,3	102,8	95,3	128,5	99,9
1986	117	147,8	107,2	98	125,2	102,4
1987	118,2	160	110,6	101,9	134,1	111
1988	129,6	176,2	113,9	107,4	145	115,6
1989	133,2	188,9	117,3	111,6	152,6	119,5

Formation brute de capital fixe

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	
<b>At 1980 prices and 1980 exchange rates - Aux prix et taux de change de 1980</b>																	
<b>Mrd ECU</b>																	
<b>420,5</b>	<b>432,7</b>	<b>448,8</b>	<b>471,7</b>	<b>460,9</b>	<b>436,6</b>	<b>448,3</b>	<b>459,2</b>	<b>470,4</b>	<b>486,9</b>	<b>495,5</b>	<b>470,2</b>	<b>460,3</b>	<b>460,7</b>	<b>467,3</b>	<b>476,8</b>	<b>491,9</b>	<b>EUR 12</b>
14,5	14,2	14,7	15,7	16,8	16,5	17,1	17,2	17,6	17,1	17,9	15	14,7	14,1	14,4	14,6	15,5	B
9,7	9,9	10,8	11,2	10,2	8,9	10,5	10,2	10,3	10,3	9	7,3	7,8	7,9	8,7	9,8	11,4	DK
115,6	122,7	125,9	125,5	113,5	107,5	111,3	115,3	120,7	129,4	133	126,6	120	123,8	124,8	124,8	128,7	D
5,3	6,1	7	7,5	5,6	5,6	6	6,5	6,9	7,5	7	6,4	6,3	6,2	5,9	6,2	5,9	GR
28,9	28	32	36,2	38,5	36,7	36,4	36,1	35,1	33,6	33,8	32,7	32,8	32	30,2	31,3	33,8	E
77,6	83,1	89,1	94,6	95,5	92,4	95,91	101,8	104	107,2	110	108	106,5	102,7	100,3	101,4	104,5	F
2,2	2,4	2,6	3,1	2,7	2,6	3	3,1	3,7	4,2	4	4,3	4,2	3,8	3,7	3,5	3,4	IRL
0,7	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	L
25,2	25,6	25	26,1	25	23,9	23,4	25,7	26,3	25,9	25,6	23	22	22,5	23,7	24,9	26,7	NL
2,5	2,8	3,2	3,6	4,2	4,7	4,2	4,5	4,9	4,8	5,2	5,4	5,6	5,2	4,2	4,1	4,5	P
67	68,2	68	72,4	70,6	69,4	70,5	69,2	71,4	73,4	69,4	62,8	66,1	69,5	75,2	77,5	77,8	UK
289,9	306,7	333,4	354,2	332,8	297,2	317,7	353,8	387,3	396,5	369,4	368,8	336,7	366,3	422,5	446,9	458	USA
171,1	178,2	196	220,8	199,8	197,4	202,7	210,7	228,7	240,8	240,8	248,4	250,4	249,8	262	276,7	294,8	JAP

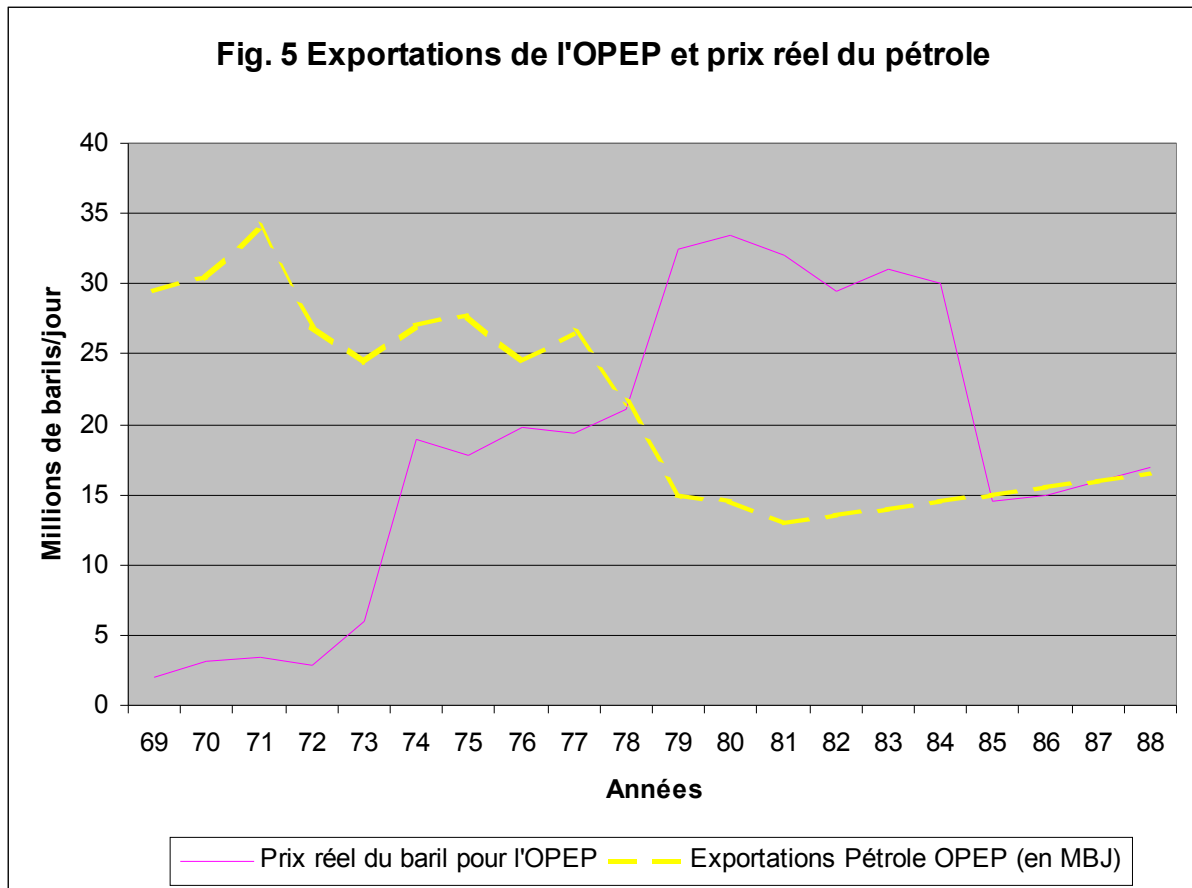
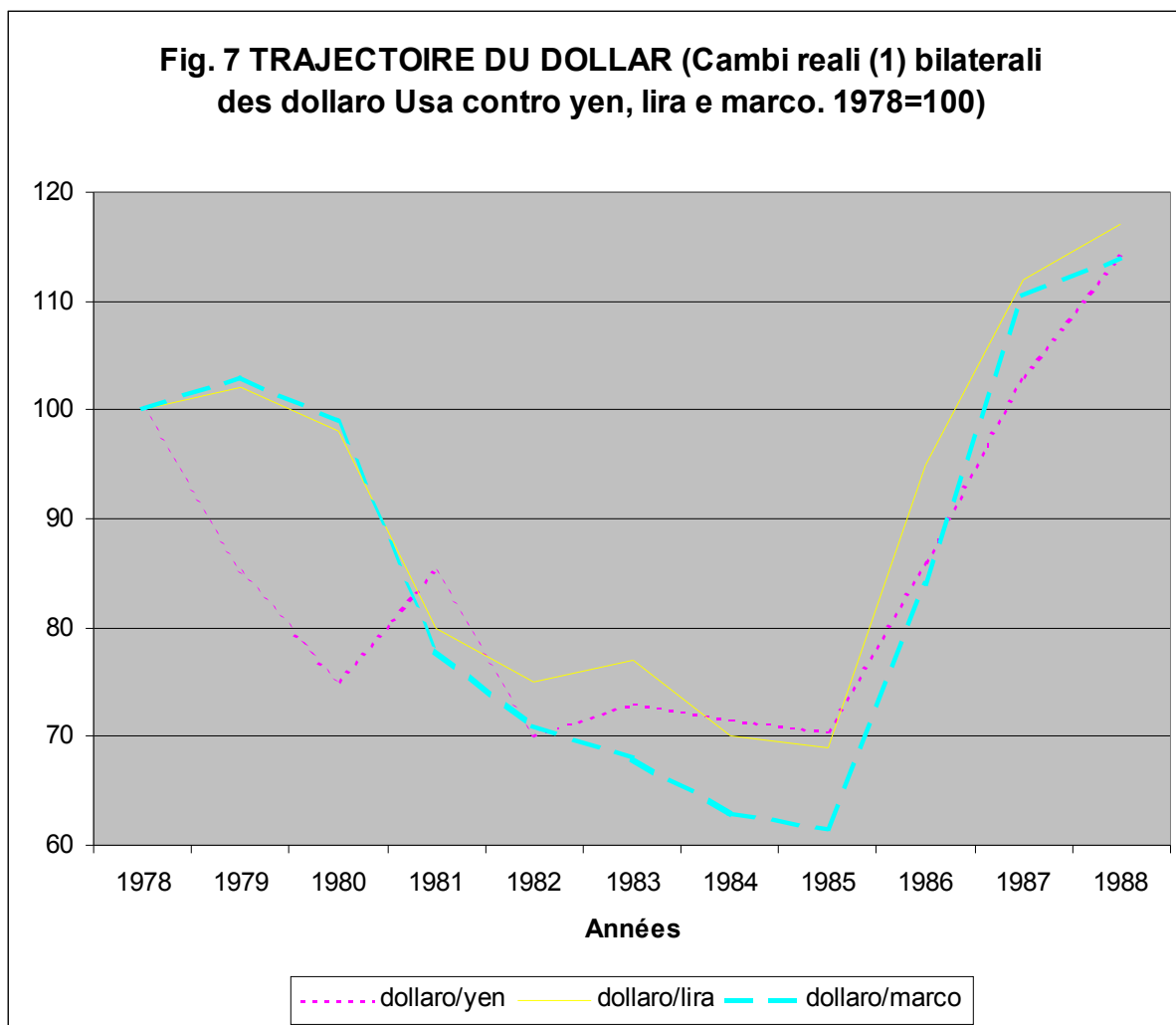


Fig. 6

<b>Croissance en volume des exportations et de la production mondiales de marchandises de 1960 à 1987</b> (variation annuelle moyenne, en pourcentage)					
	1960-1970	1970-1980	1980-1987	1986	1987
<b>Exportations</b>					
Produits agricoles	4	3,5	1,5	-1	4,5
Produits minéraux	7	1,5	-1,5	7,5	1
Produits manufacturés	10,5	7	4,5	4	5,5
Tous produits	8,5	5	3	4	5
<b>Production</b>					
Produits agricoles	2,5	2	2	1	-3
Produits minéraux	5,5	3	-1	4,5	0,5
Produits manufacturés	7,5	4,5	3	3,5	4,5
Tous produits	6	4	2,5	3	3



(1) deflazionati con il costo del lavoro manifatturiero per unita di prodotto.

Fig. 8

Table 2. Comparative Motor Industry Total Labour Costs Selected Countries  
DM Per Hour

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Japan	14,5	19,74	19,8	22,5	25,9	27,4	29,85	29,1
USA	24,83	34,6	39,28	43,71	50,46	55,75	40,88	34,16
W. Germany	26,91	28,63	30,23	31,59	32,62	33,95	35,77	36,87
France	19,66	21,66	22,57	23,22	23,87	25,14	24,43	24,32
Italy	17,15	18,39	20,39	21,84	23,95	25,54	25,9	25,95
Netherlands	23,33	23,72	25,45	26,23	27,45	28,62	29,56	30,42
Belgium	28,14	30,17	27,33	27,72	29	30,94	31,39	32,24
UK	14,95	17,83	19	18,64	19,71	21,41	19,54	19,85
Sweden	28,6	33,11	30,31	27,87	33,53	36,28	34,66	34,44
Spain	12,63	15,88	16,77	15,51	17,49	18,94	18,66	19,58

Source : V.D.A.

Fig. 9

Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB

	1960	1968	1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	Average - moyenne				
															60 - 67	68 - 73	74 - 79	80 - 86	60 - 89
Etats-Unis	18	18,1	18,6	17,5	18,8	20,1	20,4	19,1	18,6	17,2	17,2	18	18,1	17,8	18	18,4	18,7	18	18,3
Japon	29,5	33,2	34,8	31,2	30,2	30,4	31,7	31,6	30,7	29,7	28,3	27,9	27,8	27,7	31,3	34,6	31,8	29,1	31,6
Allemagne	24,3	22,4	21,6	20,1	20,2	20,7	21,8	22,7	21,8	20,5	20,5	20,2	19,7	19,5	25,2	24,4	20,8	20,7	22,9
France	20,6	24	25	23,9	22,9	22,4	22,4	23	22,1	21,4	20,2	19,3	19	18,8	22,9	24,2	23,4	20,6	22,7
Royaume-Uni	16,4	19,4	20,9	19,4	18,6	18,5	18,8	18,1	16,3	16,2	16,2	17,3	17,2	17,2	17,8	19,1	19,3	16,9	18,2
Italie	27,7	24,9	27,5	24,6	24	22,9	23,1	24,3	23,8	22,3	21,3	21,2	21,2	20,1	26,6	25,3	24,6	22	24,7

les *Hors-Série* de mouvement communiste

Canada	22,6	22	23,7	23,8	23,2	22,8	23,1	23,5	24,4	21,9	20,2	19,2	19,9	20,2	22,6	22,1	23,5	21,3	22,4
<b>Total des pays ci-dessus</b>	<b>19,9</b>	<b>21</b>	<b>22,8</b>	<b>21,3</b>	<b>21,7</b>	<b>22,5</b>	<b>22,9</b>	<b>22,5</b>	<b>21,7</b>	<b>20,4</b>	<b>20</b>	<b>20,2</b>	<b>20,2</b>	<b>20,3</b>	<b>20,7</b>	<b>22</b>	<b>22,1</b>	<b>20,7</b>	<b>21,3</b>
Autriche	25	25,7	28,4	26	26,7	25,6	25,1	25,5	25,2	23	22,3	22	22,3	22,4	26,4	27,2	26,4	23,3	25,8
Belgique	19,3	21,5	22,7	22,1	21,7	21,7	20,7	21,1	18	17,3	16,3	16,1	15,7	16,1	21,6	21,7	21,9	17,2	20,5
Danemark	21,6	23,4	24	23	22,1	21,7	20,9	28,8	15,6	16,1	16	17,1	18,4	20,3	23,4	24,4	22,1	17,5	21,8
Finlande	28,3	23,1	29,8	28,2	27,3	24,3	23,5	25,5	25,3	25,3	25,5	23,7	23,8	23,1	26,6	26,2	27,4	24,6	26,2
Grèce	19	23,2	22,2	21,2	23	23,9	25,8	24,2	22,3	19,9	20,3	18,5	19,1	18,5	20,1	25,4	22,8	20,4	22
Islande	29,6	31,1	32	27,2	26,3	23,9	23,3	25,3	24,3	24,2	21,4	20,8	20,1	18,3	26,9	27,7	27,3	22,1	25,9
Irlande	14,4	20,9	24,6	25	24,8	27,7	30,5	28,6	29,7	26,5	23,3	21,7	20,4	18,7	18,7	23,3	25,9	24,1	22,7
Luxembourg	20,9	22,1	24,6	25	25,1	24,1	24,4	27	25,5	25,2	21,6	19,6	18,1	20,7	26,7	25,1	25,1	22,5	24,9
Pays-Bas	24,1	26,9	21,9	19,4	21,1	21,3	21	21	19,2	18,2	18,2	18,6	19	19,6	25,1	24,9	21	19,1	22,6
Norvège	29	26,9	30,5	36,3	37,1	31,8	27,7	24,8	28	25,5	25,7	26	21,7	27,5	29	27,4	32,9	25,6	28,6
Portugal	23,2	22,2	26	25,1	26,5	27,9	26,6	28,6	30,8	31,1	29,2	23,9	21,7	21,6	23,7	24,4	26,3	26,7	25,2
Espagne	20,1	25,7	28	24,9	23,9	22,7	21,6	22,1	21,8	21,3	20,6	18,8	18,9	18,7	22,8	25,5	24,6	20,3	23,2
Suède	22,7	23,9	21,5	21,2	21,1	19,4	19,8	20,2	19,2	18,8	18,7	18,6	19,1	18,2	24,1	22,6	20,6	19	21,7
Suisse	24,8	25,6	27,6	20,6	20,7	21,4	21,8	23,8	24,1	23,1	23,3	23,4	23,8	24,3	28	27,9	22,7	23,7	25,7
Turquie	16	17,3	19	23,3	24,4	21,9	20,8	20	19,4	19,1	18,5	18,4	20,2	23,6	15,3	18,4	21,8	19,9	18,6
<b>Petits pays européens</b>	<b>22,1</b>	<b>24,1</b>	<b>24,9</b>	<b>23,4</b>	<b>23,6</b>	<b>22,7</b>	<b>22,2</b>	<b>22,4</b>	<b>21,6</b>	<b>20,9</b>	<b>20,5</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20,6</b>	<b>23,8</b>	<b>24,5</b>	<b>23,5</b>	<b>20,8</b>	<b>23,1</b>
Australie	25	26,2	23,2	24	23,8	23,8	23,3	24,2	25,8	25,3	22,7	22,3	23,4	23,3	25,5	25,5	23,6	23,9	24,7
Nouvelle-Zélande	21,3	19,6	27,5	26,4	23,8	23	20,6	20,7	23,7	25,1	24,7	24,8	25,4	22,3	22,1	22,4	25,1	23,8	23,3
<b>Total des petits pays</b>	<b>22,5</b>	<b>24,3</b>	<b>24,7</b>	<b>23,5</b>	<b>23,6</b>	<b>22,8</b>	<b>22,3</b>	<b>22,5</b>	<b>22,3</b>	<b>21,6</b>	<b>20,9</b>	<b>20,4</b>	<b>20,6</b>	<b>20,9</b>	<b>24</b>	<b>24,6</b>	<b>23,5</b>	<b>21,3</b>	<b>23,3</b>
Total CEE	21,6	23	23,7	22	21,6	21,4	21,7	22	20,9	20	19,5	19,3	19,1	19	22,9	23,6	22,1	20	22,1
Total OCDE-Europe	21,8	23,1	23,9	22,4	22,1	21,7	21,8	22,2	21,2	20,3	19,9	19,7	19,5	19,5	23,2	23,8	22,4	20,3	22,4
Total OCDE moins USA	22,7	24,7	26,1	24,4	24	23,9	24,1	24,2	23,8	22,8	22,2	22	22	22,1	24,2	25,7	24,6	22,7	24,2
<b>Total OCDE</b>	<b>20,2</b>	<b>21,5</b>	<b>23,2</b>	<b>21,7</b>	<b>22</b>	<b>22,5</b>	<b>22,8</b>	<b>22,5</b>	<b>21,8</b>	<b>20,6</b>	<b>20,1</b>	<b>20,2</b>	<b>20,2</b>	<b>20,4</b>	<b>21,1</b>	<b>22,3</b>	<b>22,3</b>	<b>20,8</b>	<b>21,6</b>